

R E P O R T R E S U M E S

ED 016 419

FL 000 101

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS DANS NOS ECOLES PAROISSIALES, ACTES DU CONGRES DES FRANCO-AMERICAINS (VIII^E, MANCHESTER, N.H., OCT. 15-17, 1965). (CRISIS IN THE TEACHING OF FRENCH IN PAROCHIAL SCHOOLS, TRANSACTIONS OF THE CONGRESS OF FRANCO-AMERICANS (8TH)).

PUB DATE 66

EDRS PRICE MF-\$0.25 HC-\$2.36 57P.

DESCRIPTORS- *LANGUAGE INSTRUCTION, *CATHOLIC EDUCATORS, *FRENCH, *PAROCHIAL SCHOOLS, *SECOND LANGUAGE LEARNING, CURRICULUM PROBLEMS, TEACHING TECHNIQUES, TEXTBOOKS, TEACHER EDUCATION, AUDIOLINGUAL METHODS, BILINGUALISM, FAMILY BACKGROUND, PUBLIC RELATIONS, CURRICULUM EVALUATION, NEW ENGLAND,

THE CONGRESS CONSIDERED THE PROBLEM OF FRENCH INSTRUCTION IN NEW ENGLAND CATHOLIC PAROCHIAL SCHOOLS. INCLUDED IN THESE PROCEEDINGS ARE THE TEXTS OF THE SPEECHES AND THE QUESTIONNAIRE SOLICITING REACTIONS TO A SPEECH OUTLINING DESIRABLE CHANGES IN FRENCH INSTRUCTION. AMONG THE PROPOSALS WAS THAT FRENCH BE ABANDONED AS THE LANGUAGE OF GENERAL INSTRUCTION AND THAT ENGLISH BE USED. IT WAS POINTED OUT THAT FRENCH IS NO LONGER GENERALLY SPOKEN IN THE HOMES OF THESE PARTICULAR STUDENTS. IT WAS PROPOSED, TOO, THAT IN LANGUAGE CLASSES CANADIAN FRENCH SHOULD BE REPLACED BY STANDARD INTERNATIONAL FRENCH. THE USE OF OUTDATED TEXTBOOKS WAS DEPLORED, AND TEACHER RE-EDUCATION IN AUDIOLINGUAL TECHNIQUES WAS RECOMMENDED. CONTINUITY OF STUDY THROUGHOUT THE SCHOOL YEARS WAS URGED IN ORDER TO ENCOURAGE BILINGUALISM. FINALLY, PUBLIC RELATIONS PROCEDURES WERE PROPOSED TO INCREASE THE INFLUENCE OF FRENCH ON THE FRANCO-AMERICAN CHILD IN HIS DAILY LIFE. THE RESOLUTIONS OF THE CONGRESS ARE FOLLOWED BY A DISCUSSION OF THE EDUCATIONAL TRIAD OF CHURCH, FAMILY, AND STATE. (AF)

ED016419

**"LA CRISE DE
L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS
DANS NOS ECOLES PAROISSIALES"**



**Actes du VIIIe Congrès des Franco-Américains
tenu à Manchester, New Hampshire,
les 15, 16 et 17 octobre 1965.**

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
OFFICE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE
PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS
STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL OFFICE OF EDUCATION
POSITION OR POLICY.

FL 000 101

**"LA CRISE DE
L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS
DANS NOS ECOLES PAROISSIALES"**



**Actes du VIIIe Congrès des Franco-Américains
tenu à Manchester, New Hampshire,
les 15, 16 et 17 octobre 1965.**



VISAGES FAMILIERS AUX CONGRESSISTES — Assis (de gauche à droite) : M. le Consul Guy Choquette, Consul du Canada à Boston; R. P. Thomas-M. Landry, o.p., orateur principal du Congrès; M. Bernard-G. Théroux, secrétaire du Comité de Vie Franco-Américaine. Debout (de gauche à droite) : M. Armand Verrette, secrétaire de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire; M. Louis-Israël Martel, président du Comité de Vie Franco-Américaine; M. le docteur Robert-A. Beaudoin, président de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire.

Table des Matières

	Pages
1. Avant-propos	
2. Proclamation du VIIIe Congrès	
3. "La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales", par le R.P. Thomas-M. Landry, o.p.	9
4. Exposé présenté par M. le docteur Robert A. Beaudoin	31
5. Exposé présenté par la Révérende Soeur Marie Amabilis, S.S.C.	35
6. Exposé présenté par la Révérende Soeur Raymond-de-Jésus, F.S.E.	39
7. Exposé présenté par M. l'abbé Joseph Martineau, prêtre	43
8. Voeux et Résolutions du VIIIe Congrès des Franco-Américains les 15, 16, 17 octobre 1965	45
9. Sermon de Monseigneur Paul-Emile Gosselin, P.D.	51

AVANT-PROPOS

Les 15, 16 et 17 octobre derniers, avait lieu à Manchester, N.H., le VIII^e Congrès des Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre. Le sujet mis à l'étude fut le suivant: "l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales". Les rapports présentés firent choc, surtout celui du R.P. Thomas-M. Landry, o.p.

Enthousiasmés, les congressistes demandèrent la publication des travaux de cette fructueuse rencontre. Le Comité de Vie Franco-américaine devait se charger immédiatement de cette besogne et, grâce à la célérité de son secrétaire, M. Bernard-G. Thérout, était en mesure de nous offrir ces textes moins de trois mois après le congrès lui-même.

Ce volume est avant tout un instrument de travail. C'est comme tel qu'il a été voulu, conçu et mis au jour et c'est comme tel qu'il faut l'accueillir.

Le Comité de Vie Franco-américaine souhaite qu'il rende service à tous ceux qu'intéressent, en 1965, l'enseignement de la langue française dans nos écoles paroissiales et la continuité de la vie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre. Il tient à remercier chaleureusement tous les bienfaiteurs dont la générosité a rendu possibles la publication et la dissémination gratuite de cet ouvrage.

*Louis-Israël Martel, président
Comité de Vie Franco-américaine.*

le 1^{er} décembre 1965.



Le Comité de Vie Franco-Américaine

PROCLAMATION DU VIII^e CONGRES DES FRANCO-AMERICAINS

Un décret, émis par le Comité de Vie Franco-américaine, annonce la tenue du Huitième Congrès des Franco-Américains, à Manchester, New Hampshire, les 15, 16 et 17 octobre 1965, sous les auspices de la Fédération Franco-américaine du New Hampshire.

Les congressistes auront à étudier la thèse suivante: "Le français dans nos écoles paroissiales". Nul doute, ceci provoquera d'utiles commentaires. Cette étude se fera au cours des séances du samedi, 16 octobre.

Un programme soigneusement préparé, comprenant une messe solennelle et un banquet, rendra ces journées des plus intéressantes et mémorables pour les délégués.

Ce Huitième Congrès est appelé à devenir un des plus importants dans l'histoire de notre vie nationale. Nous sollicitons donc l'adhésion des représentants de tous nos organismes Franco-américains. Tous auront une voix à ces assises.

Plusieurs personnalités, compétentes dans le domaine de l'éducation, nous ont assuré leur participation. On sait déjà que beaucoup de nouvelles méthodes ont été mises sur pied dans l'enseignement des langues vivantes lesquelles, portées à notre connaissance, serviront à orienter les efforts des instructeurs et professeurs de notre belle langue dans les institutions de demain.

*Louis-Israël Martel, président
Bernard-G. Thérout, secrétaire*

**30 août 1965.
Manchester, N.H.**

La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales

(Rapport présenté le 15 octobre 1965 au 8e Congrès du Comité de Vie Franco-Américaine, lors de la séance inaugurale, par le R.P. Thomas-M. Landry, o.p.)

Nous voici pour la 8e fois réunis en congrès par le Comité de Vie Franco-américaine depuis sa fondation en 1947.

Le sujet proposé à nos délibérations est le suivant: "le français dans nos écoles paroissiales".

C'est le docteur Robert-A. Beaudoin qui en a eu la première idée, votre docteur Beaudoin de Manchester, le président de la Fédération Franco-américaine du New Hampshire qui nous accueille présentement. Le docteur devait faire accepter cette idée par le Comité de Vie Franco-américaine réuni à Boston en assemblée plénière le 23 juin dernier:

"Pour lui, précise le procès-verbal de l'assemblée, il n'y a qu'un thème valable (pour le prochain congrès), à savoir l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales. Le docteur Beaudoin souligne le fait que tout travail en fonction de notre survivance devient vain et inutile si nos enfants ne savent plus lire et parler le français.

Un grand nombre de membres présents abondent dans le sens du docteur Beaudoin. Plusieurs soulignent que l'anglicisation dans nos paroisses se fera beaucoup plus rapidement si nous n'arrêtons pas les conséquences de cette ignorance du français chez nos jeunes. Il est donc très opportun de traiter un tel thème au cours du VIIIe Congrès des Franco-américains".

Crise de l'enseignement du français dans nos écoles.

Dans un entretien rapporté par l'Action de Manchester en son édition du 22 septembre 1965, le docteur Beaudoin n'a pas hésité à déclarer: "On a beaucoup parlé de cette question dans nos milieux franco-américains pendant de nombreuses années, mais le problème est devenu à un tel point critique que nul n'a le droit de s'en désintéresser. Il faut en parler maintenant, en discuter maintenant. Demain, ce sera trop tard. Quel résultat donneront ces discussions? Je n'en sais rien, mais le devoir de tout Franco-américain est de venir participer à ces assises, entendre ce qui est fait ou plutôt ce qui n'est pas fait dans nos écoles paroissiales pour l'enseignement du français à nos enfants. Je suis d'avis que nos enfants franco-américains

ne doivent pas être pénalisés et se voir refuser l'enseignement de cette belle langue parce que certains élèves n'en veulent pas."

"Problème majeur, problème crucial de la Franco-américanité", devait ajouter le directeur de l'Action, Félix Laventure jr, en rendant compte de cet entretien avec le docteur Beaudoin.

De son côté, dans le Travailleur du 9 septembre 1965, Roland Girard, annonçant ce huitième congrès des Franco-américains, écrivait:

"Il n'y a pas tellement longtemps, on enseignait le français aux milliers de jeunes franco-américains qui fréquentaient nos écoles paroissiales. Puis ce fut la débandade. Aujourd'hui l'école paroissiale franco-américaine anglicise impitoyablement même les enfants qui leur arrivent nantis d'une certaine formation française. J'en sais quelque chose, moi qui ai dû lutter d'arrache-pied, souvent, trop souvent, contre toute la hiérarchie scolaire pour faire des enfants que Dieu m'a confiés des êtres véritablement bilingues. Bien des fois, si ce n'eût été la foi de charbonnier qui m'animait, j'aurais tout laissé aller par dessus bord!"

Crise grave, aiguë, urgente.

Ces premiers témoignages indiquent donc, sans qu'il soit possible de s'y méprendre, qu'il y a, à l'heure actuelle, crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales franco-américaines. Pour le docteur Beaudoin, il y a ce qui est fait ou plutôt ce qui n'est pas fait dans nos écoles paroissiales pour l'enseignement du français à nos enfants. Le résultat net semble être pour lui que les Franco-américains qui fréquentent nos écoles paroissiales n'apprennent ni à le parler, ni à le lire, ni à l'écrire convenablement. Roland Girard va beaucoup plus loin, "Aujourd'hui l'école paroissiale franco-américaine anglicise impitoyablement même les enfants qui leur arrivent nantis d'une certaine formation française". Si le docteur Beaudoin et M. Roland Girard disent vrai, il y a non seulement crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales, mais crise grave, crise aiguë, crise urgente. Et le docteur a raison d'ajouter: "Il faut en parler, en discuter maintenant. Demain, ce sera trop tard."

Puisque crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales il y a, crise grave, crise aiguë, crise urgente par surcroît, essayons en premier lieu de la décrire, de l'analyser, d'en découvrir les composantes essentielles. La connaissant mieux, nous serons alors en mesure de nous demander comment en sortir à notre avantage et à l'avantage de tous ces milliers de jeunes franco-américains qui fréquentent, à l'heure actuelle, nos écoles paroissiales, en leur assurant un enseignement français renouvelé et revalorisé.

Crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales

Pour vous décrire cette crise et vous en faire pressentir la gravité, l'urgence, je vous rapporterai ici quelques témoignages, entre mille et qui en indiqueront les éléments, les causes et les aboutissants.

Septembre 1965.

Voici, pour commencer, celui que nous avons entendu au Conseil la Vie française le 16 septembre dernier, le 16 septembre 1965, au cours d'un rapport sur "Notre situation franco-américaine", présenté par un homme d'ici qui s'est toujours fait remarquer par sa pondération et son sens de la mesure:

"L'école — Chez la jeunesse étudiante, entendu que c'est l'anglais qui est la langue courante. Comment peut-il en être autrement à la suite de l'ambiance d'une deuxième guerre mondiale, l'anglicisation qu'entraînent les émissions de la radio et de la télévision, les conseils d'éducation diocésains composés uniquement d'anglophones, les programmes scolaires tracés par les évêques à l'encontre des désirs des parents et en contravention avec le Gouvernement américain qui préconise l'enseignement d'une langue étrangère — le français en Nouvelle-Angleterre — à partir du quatrième et même du troisième grades? En général, dans nos écoles élémentaires, le catéchisme s'enseigne en anglais. Dans certaines institutions, l'on en est rendu à enseigner le français une heure par jour seulement. L'histoire du Canada, il n'en est plus question. Dans nombre de nos écoles paroissiales, secondaires, supérieures, selon les directives diocésaines, l'étude du français est devenue facultative. Un autre problème nous préoccupe. Nous manquons de religieux et de religieuses pour enseigner. Les paroisses doivent retenir les services d'éducateurs laïques, ce qui hausse considérablement le coût de l'administration."

Dans la chronique du Travailleur déjà citée, Roland Girard, le 9 septembre 1965, avait aussi écrit:

"Ca fait près de trente-cinq ans que le Travailleur prône un enseignement plus à point du français dans les écoles paroissiales. Dominées par l'Evêque, soumises aux dictats

de directeurs diocésains, la plupart hostiles au français, nos écoles n'ont pas tellement d'opportunités de revoir leur enseignement du français, de le modifier et de l'accentuer pour le rendre véritablement efficace. Et lorsque le curé, devenu indifférent et rongé par la paresse, confie la direction de son école à son dernier vicaire, tout à fait anglicisé, il ne se crée guère de climat propice à un renouveau de l'enseignement du français!"

Depuis quinze ans, régression effrayante.

La lutte pour l'introduction, le maintien et l'amélioration de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales ne date pas d'hier. Elle dure depuis toujours en ce qui nous concerne. Il suffit de parcourir l'Histoire des Franco-américains de Robert Rumilly pour s'en rendre compte. Mais, dans les quinze dernières années, la régression de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales s'est fait remarquer un peu partout en Franco-américaine avec une constance et une rapidité effrayantes.

En 1952, au 3e Congrès de la Langue française, l'un de nos représentants ne craint pas de déclarer à Québec:

"Les Franco-américains, en général, parlent de moins en moins leur langue, rompent de plus en plus facilement avec leur passé, et, ainsi déracinés, sautent de plus en plus allègrement dans les filets de l'assimilation. Leur élite, neuf fois sur dix, les trahit et leur tourne le dos. Leur jeunesse, dès l'âge de 5 ans, n'a plus comme langue première la langue française, mais l'anglaise, la langue de la rue et du parc. Je me demande si, à travers toute la Nouvelle-Angleterre, il y a 5% de nos enfants franco-américains âgés de 5 à 15 ans qui peuvent spontanément penser en français. Ne doivent-ils pas, au contraire, traduire leur concept originel — qui était de formulation anglaise — en français? A plus forte raison en sera-t-il de même pour eux demain. Et c'est avec de semblables générations qu'il faut faire des Francos!"

En 1957, au 4e Congrès du Comité d'Orientation franco-américaine, devenu à ce moment le Comité de Vie franco-américaine, le rapporteur avait fait part aux congressistes des résultats d'une enquête menée tout récemment par l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique sur la "formation française donnée dans nos écoles paroissiales:"

"Manque d'uniformité pour l'enseignement du français d'un diocèse à l'autre, d'une paroisse à l'autre à l'intérieur du même diocèse, d'une communauté religieuse à l'autre,

quant au contenu du programme français, quant aux manuels de l'enseignement du français, quant au temps accordé à l'enseignement du français, quant au moment de l'enseigner pendant la journée scolaire. D'où désarroi dans l'enseignement du français, anarchie, très souvent insuffisance de cet enseignement, même pour assurer le minimum requis à la survie de la langue française chez les jeunes. Cette situation de fait est acceptée par la plupart des parents, par l'immense majorité du clergé, par presque tous les éducateurs eux-mêmes, excepté peut-être dans le diocèse de Worcester où, suivant la volonté de l'Ordinaire du lieu, l'on essaie de remédier à la situation." Ceci valait en l'année 1957 . . .

En 1959, M. Hervé-B. Lemaire, dans le résumé d'une étude qu'il venait de consacrer aux Franco-Américains de Fall River, écrivait les lignes suivantes:

"Le français n'est pas parlé à la maison. L'enfant entre à l'école incapable de le parler et bien souvent de le comprendre.

Au début de l'année scolaire 1957-58, à de rares exceptions près, les enfants au cours primaire des six écoles paroissiales de Fall River ne parlaient pas français. A certaines écoles, aucun ne parlait français, et même dans une école un seul élève comprenait la langue. La directrice se demandait comment il était possible d'enseigner le français comme dans le passé.

Dans les High Schools paroissiaux, on essaye autant que possible de faire une classe par jour entièrement en français. Cependant, dans les deux académies pour jeunes filles, comme dans l'école pour les garçons, on est obligé d'avoir des classes où l'on enseigne selon la méthode anglaise. Certains de ces étudiants ont le goût du français, en ont une certaine facilité, et se plaisent à l'étudier. D'autres cherchent à satisfaire aux exigences des collèges: c'est-à-dire un minimum de deux ans d'une langue étrangère. Enfin, pour un grand nombre apparemment, on étudie le français parce que le programme d'études l'exige."

Même son de cloche dans un travail paru en 1960 sous la signature de Georges-J. Thériault sur "Les Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre" et qui faisait suite, à quelques années de distance à une thèse de doctorat présentée par le même à l'Université Harvard sur "Les Franco-américains de Nashua, N.H.: essai de survivance."

A la fin de la même année 1960, feu Ernest-R. D'Amours se demandait "pourquoi les parents de la 2e et 3e génération préféraient envoyer leur fils de plus en plus à des collèges qui n'étaient pas l'Assomption de Worcester? Et il répondait:

"Non pas, je crois, parce qu'on y enseignait le français, car on l'enseigne toujours à ceux qui le désirent, de même que d'autres langues étrangères — espagnol, allemand, russe - - -

Pourquoi alors? Ne serait-ce pas pour la raison qu'on n'y traitait pas l'anglais comme langue première et le français comme langue seconde et source de culture? Car le véhicule de l'enseignement fut durant des années la langue française. Après et avant tout, pour les parents, l'éducation de leurs fils n'était-elle pas une préparation à la vie, mais à quelle vie dans les circonstances d'Espace et de Temps, sûrement pas à la vie de France, ni à celle de Québec, l'idée originelle du rapatriement chez les premiers immigrants étant disparue assez tôt après leur arrivée, mais bien plutôt à la vie des Etats-Unis, telle qu'entend la pratiquer la jeunesse franco-américaine, sans pour cela nécessairement nier la valeur de la culture française chez tout homme désireux de perfectionner sa personnalité et d'avoir deux patries — la sienne et la France".

De son côté, au début de 1961, M. Gérard-J. Brault, le directeur fondateur de l'Institut franco-américain de Bowdoin College, se demandait, lui, "comment doit-on enseigner le français aux jeunes Franco-américains?" Les premiers paragraphes de sa réponse se lisent comme suit:

"Les diverses méthodes que l'on a employées jusqu'à présent pour enseigner le français moderne à nos jeunes ont complètement échoué. En règle générale, les jeunes Franco-américains se font surtout remarquer dans leurs classes de français par leur manque total d'enthousiasme et ils se spécialisent rarement en français. Cette faillite générale de la part de nos écoles d'exploiter les ressources linguistiques et culturelles des franco-américains (quand elles existent, bien entendu, car nous parlons évidemment de jeunes franco-américains possédant un minimum d'héritage culturel) s'explique assez facilement.

C'est la fameuse question du parler français. A la maison, à l'église et à l'école paroissiale, le jeune Franco-américain entend et apprend à parler un français souvent correct, mais tout à fait imprégné de caractères dialectaux.

Il n'est pas question ici de défendre ou de justifier notre beau parler franco-américain. Il est tout à fait viable et je dirais même louable dans notre milieu. Mais il serait, par contre, tout de même naïf de soutenir qu'il n'existe pas de différence entre ce parler et le français moderne, entre le français que l'on entend dans les rues de la Nouvelle-Angleterre, dans nos églises et nos écoles paroissiales, et le français de France."

En 1962-1963, dans la deuxième rédaction de son étude sur "La Langue française en Nouvelle-Angleterre", M. Hervé-B. Lemaire en consacre une longue partie au problème de nos écoles. Il note qu'en plusieurs régions l'enrôlement des élèves aux écoles paroissiales élémentaires décline continuellement, que le caractère français de ces mêmes écoles s'altère, que le français qui s'y enseigne est de bonne qualité. Cependant, ajoute-t-il, le français ne peut s'enseigner comme il s'enseignait il y a une génération. L'assimilation a fait de profonds ravages. Aujourd'hui, la plupart des enfants franco-américains entrent à l'école sans pouvoir parler le français, souvent même sans pouvoir le comprendre . . . Beaucoup, beaucoup trop de ces enfants n'obtiennent que des résultats médiocres, se débattent avec le français pendant huit ans et ont bien peu de choses à faire valoir au terme de leurs efforts. Plusieurs d'entre eux prennent le chemin des écoles publiques, car c'est devenu pratique courante pour les parents de mettre les insuccès de leurs enfants aux écoles paroissiales au compte de ce fardeau additionnel que représente l'étude d'une langue étrangère.

Chaque année, un nombre croissant d'élèves franco-américains trouvent l'étude du français de moins en moins attrayante dans nos écoles paroissiales. La raison principale de cette situation déplorable réside dans les méthodes d'enseignement démodées, désormais dépassées par suite de l'évolution de la vie sociale. Dans nombre d'écoles, l'outillage manque, les livres de classes sont désespérément vieillis et repoussants. Souvent imprimés au Canada il y a bon nombre d'années, ces manuels traitent de sujets qui n'offrent que peu d'intérêt pour les jeunes Franco-américains d'aujourd'hui. Dans les écoles supérieures, même impuissance chez les professeurs à affronter avec succès la situation nouvelle faite à l'enseignement du français.

Enfin, au dernier congrès du Comité de Vie Franco-américaine tenu en octobre 1963, le même Hervé-B. Lemaire décrivait en termes très nuancés et très subtiles "la transition franco-américaine" que nous devons accepter désormais et effectuer. Au coeur de son exposé, il disait ceci: "C'est donc qu'il y a encore beaucoup d'occasions de se servir de son français pour quiconque en a le goût.

Le français devenu affaire de goût . . .

Et voilà le mot qui explique la transition franco-américaine actuelle:

"Le français qui était autrefois une nécessité, est devenue par la suite une affaire de conscience, et est aujourd'hui une affaire de goût. Il faut bien l'avouer, le temps où la langue française était nécessaire est passé. Tous les Franco-américains, sauf de rares exceptions, parlent et lisent l'anglais. Ceux donc qui continuent d'apprendre le français et de s'en servir le font parce qu'ils en ont le goût. Les raisons que l'on donnait autrefois pour apprendre le français tombent sur de sourdes oreilles aujourd'hui. Le culte des aïeux ne trouve que peu d'adhérents de nos jours. Le mot d'ordre: "Garde ta langue pour préserver ta foi!" qui faisait partie du dogme de foi des Franco-américains pendant de longues années a perdu beaucoup de son autorité. Ceux qui ont appris à prier en français, pour la plupart, continuent à prier dans cette langue. Ils se sentent mal à l'aise même, quand on leur demande, à l'occasion, de prier en anglais. Mais les jeunes Franco-américains apprennent à prier en anglais. C'est difficile pour nous les plus vieux de réaliser ceci, mais ces jeunes trouvent ça tout naturel de parler au Bon Dieu en anglais. Espérons-le, car à moins d'un véritable miracle, de plus en plus nos enfants seront appelés à prier dans cette langue."

Et dire qu'en 1949 nous avons pu écrire . . .

Vous vous rappelez les réflexions faites en septembre 1965 par le docteur Beaudoin, MM. Roland Girard et Gérard Robert sur l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales. Je vous les ai rapportées au début. Afin de vous aider à mesurer la dégringolade subie en moins de vingt ans, voici ce que nous inscrivions avec beaucoup de sérieux et de sincérité en 1949 au Manifeste "Notre Vie Franco-américaine," à propos de l'école:

"A l'école, il faut évidemment tenir compte des exigences légitimes de l'Etat, soit pour le curriculum, soit pour l'enseignement de l'anglais. Il importe cependant que l'école primaire soit et demeure, comme la famille dont elle est le prolongement naturel, imprégnée d'une atmosphère française. En principe, toutes les matières dont l'enseignement peut se donner en français, sans violer aucun règlement raisonnable de l'Etat, doivent s'enseigner en français. (En pratique, il faudrait encourager la coutume qui s'est établie chez-nous, à savoir que dans nos écoles, l'enseignement s'efforce d'être mi-anglais, mi-français, à parts égales, avec des variations qui s'expliquent de par les exigences des lois scolaires particulières de chaque Etat). De même, la religion doit s'enseigner et les prières se dire en français. Enfin, dans les cours de récréation et dans les rapports des élèves entre eux et avec leurs maîtres et leur maîtresses, le français doit occuper la place d'honneur. En traduisant ainsi dans la pratique les principes de droit que nous venons d'énoncer, les communautés chargées de la direction de nos écoles ne font que respecter les droits légitimes des parents dont elles ne sont que les mandataires."

"Mais les devoirs des parents envers leurs enfants ne s'arrêtent pas à l'école primaire. Ceux-ci ont en effet droit à une éducation et à une instruction supérieures . . ."

L'école paroissiale franco-américaine de 1965.

Atmosphère française à l'école: matières enseignées en français; enseignement mi-anglais mi-français; religion enseignée et prières dites en français; dans les cours de récréation, dans les rapports des élèves entre eux et avec leurs maîtres et maîtresses, le français à la place d'honneur: voilà exactement ce que nous ne trouvons plus, ce que nous ne trouvons pas en 1965 dans les écoles paroissiales franco-américaines tant élémentaires que secondaires, encore moins dans les collèges où se dispense un enseignement supérieur. Voilà le fait indéniable: les témoignages que je vous ai apportés et que j'aurais pu multiplier sont là-dessus irrécusables. Il y a, de toute évidence, crise de l'enseignement du français dans nos écoles franco-américaines, crise très grave, très aiguë, très urgente.

Que faire devant une telle situation, devant un tel état de fait? C'est ce que nous allons essayer maintenant de voir.

Principes de solution

Cette crise, cela va de soi, il faut essayer de la résoudre, et la résoudre, disons-le sans tarder, de façon que l'école de chez nous continue d'enseigner le français à nos jeunes franco-américains, le français contemporain, le français universel. Seulement, c'est dans le contexte historique de 1965, et non plus de 1918, pas même de 1945, qu'il faudra tenter de l'assurer.

Disons-le sans ambages, sans colère et sans amertume: en ce qui concerne l'école paroissiale franco-américaine de 1965 et l'enseignement du français qui s'y dispense, il y a des situations de fait qu'il faut commencer par reconnaître et accepter et qui conditionnent toutes les demandes, toutes les exigences, voire même toutes les revendications que nous pourrions formuler.

Le franco-américain, écolier de langue anglaise.

Ce qu'il faut accepter, en premier lieu, est que l'élève franco-américain de nos écoles est un élève dont la langue première est la langue anglaise. Sa vie réelle, sa vie intime de même que sa vie sociale, c'est désormais en anglais que spontanément il la vit et l'exprime, comme tous ses confrères à l'école d'ailleurs, comme tous les autres américains de son entourage. Pour lui, le français est bien devenu ce que les mots indiquent, une langue seconde, une langue étrangère, une langue additionnelle, une langue qui souvent ajoute à son fardeau d'étudiant et tend à le rattacher à un passé désormais révolu et dont il veut s'éloigner de plus en plus. L'élève franco-américain de nos écoles paroissiales d'aujourd'hui est d'abord et avant tout un américain de langue anglaise: voilà le fait qu'il faut d'abord accepter. Il sera de plus en plus un américain de langue anglaise: voilà l'avenir qu'il faut aussi prévoir et accepter.

L'école franco-américaine, école de langue anglaise.

Le deuxième fait qu'il faut encore accepter est qu'en ce qui touche la langue, nos écoles paroissiales elles-mêmes sont aujourd'hui des écoles de langue anglaise. La langue anglaise y est la véritable langue véhiculaire. En classe, en récréation, dans les rapports des élèves entre eux ou avec leurs professeurs, dans les rapports des professeurs, entre eux ou avec leurs élèves, c'est l'anglais qui est la langue des échanges spontanés, c'est encore l'anglais qui est la langue des explications décisives. Ce qui veut dire que lorsque la gent scolaire ne souffre d'aucune inhibition, c'est en anglais qu'elle s'exprime et lorsqu'elle cherche à se faire vraiment comprendre, c'est toujours à l'anglais qu'elle a recours. Il en va de même de

ses relations extérieures. L'école paroissiale franco-américaine est devenue d'abord et avant tout une école américaine de langue anglaise. En vertu même de tous les dynamismes qui la travaillent, elle le deviendra de plus en plus. Voilà le deuxième fait inéluctable. Ce fait, il importe, lui aussi, de l'accepter.

Le français, plus langue d'enseignement.

Enfin, vu cet étudiant franco-américain de 1965, vu cette école paroissiale franco-américaine de 1965, il est bien évident que le français n'est plus considéré comme langue d'enseignement, mais tout au plus comme matière d'enseignement. Ce n'est pas en français que s'enseignent et s'apprennent ni les sciences, ni les lettres, ni les arts tant au niveau élémentaire qu'au niveau secondaire dans nos écoles paroissiales. Et c'est de moins en moins, quand ce n'est à peu près plus, que la religion y est enseignée et apprise en français. En 1965, le seul droit de cité que l'on accorde au français dans nos écoles est d'être une matière parmi les autres au programme d'études. L'école paroissiale franco-américaine d'aujourd'hui est une école américaine de langue anglaise où peut s'enseigner le français. Et c'est ainsi qu'elle sera de plus en plus. Voilà un troisième fait. Il est aussi inéluctable que les deux premiers. Celui-là aussi, il faut l'accepter.

Devant ces faits, dans ces circonstances concrètes, dans la conjoncture actuelle de notre vie franco-américaine, que faire alors pour maintenir et renouveler l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales? Quoi demander, exiger et, au besoin, revendiquer?

Le français, matière d'enseignement.

En premier lieu, il faut cesser, me semble-t-il, de réclamer que le français soit dans nos écoles une langue d'enseignement, une langue véhiculaire de l'enseignement donné, même pour l'enseignement de la religion, parfois même pour l'enseignement du français, lorsque par exemple, il n'y a plus moyen de faire comprendre le français par le français . . .

A propos de l'enseignement de la religion en français, il est bien évident que désormais la religion y perd à se faire enseigner en français, puisqu'à cause de cela elle risque d'être de moins en moins comprise et de moins en moins aimée du jeune Franco-américain. Mais du coup, le français lui-même y perd également, puisqu'il n'a plus de valeur autonome auprès de l'élève pendant le cours de catéchisme, puisqu'il lui complique l'intelligence de sa religion au lieu de la favoriser. Chez l'écolier franco-américain d'aujourd'hui, la religion et le français n'y gagnent plus à être mariés. Et de plus en plus, cet écolier sera un américain de langue anglaise qui est chrétien et catholique de religion, mais dont la foi se formule et s'exprime dans sa langue qui est anglaise. Donc cessons de réclamer que dans nos écoles paroissiales franco-américaines, la langue française soit

obligatoirement la langue de l'enseignement pour quelque matière que ce soit. Mais, par contre, exigeons en principe que le français y soit et y demeure une matière d'enseignement, une matière inscrite au programme d'études, une matière qui s'y enseigne obligatoirement avec la religion, les sciences, les arts et les lettres . . . anglaises ou américaines.

Le franco-américain, candidat privilégié à la connaissance du français.

S'il s'agit du sujet qui doit assimiler cet enseignement, ne doit-on pas admettre que le petit franco-américain de nos écoles est susceptible, autant que n'importe quel autre américain, de le recevoir? S'il peut être bon et utile pour l'américain tout court d'apprendre le français, cela doit être pour le moins aussi bon et utile pour le jeune franco-américain. Ce qui veut dire que comme tout autre américain, celui-ci est un candidat valable pour l'enseignement du français. Candidat non seulement valable, mais candidat singulièrement privilégié, puisque ses ascendances lointaines et immédiates, le contexte de sa vie présente au foyer, à l'église, dans une certaine mesure, le préparent et le prédisposent de manière exceptionnelle à comprendre et à absorber cet enseignement français. L'écopier franco-américain d'aujourd'hui garde donc toutes les qualifications requises pour devenir un apprenti de choix de la langue et de la culture françaises.

L'école paroissiale, institution privilégiée pour l'enseignement du français

Il en va de même pour l'école paroissiale franco-américaine. Autant que n'importe quelle autre école américaine, elle peut devenir une école où s'enseigne le français, un français de plus en plus parfait, de plus en plus moderne, de plus en plus universel. Non seulement autant que n'importe quelle autre école américaine, publique ou privée, mais plus que n'importe quelle autre école américaine ordinaire. Vu son personnel enseignant et les talents français très réels mais trop souvent enfouis de celui-ci, vu ses étudiants qui demeurent encore tout près de leurs innées françaises, canadiennes-françaises et franco-américaines, vu toutes les influences françaises qui continuent malgré tout de se faire sentir en cette école paroissiale franco-américaine, ne faut-il pas admettre qu'elle demeure une école privilégiée en terre américaine pour l'enseignement du français?

Le français, langue seconde privilégiée du franco-américain.

Enfin, c'est bien la langue française et non une autre langue, qui doit être enseignée, à titre de langue seconde, aux élèves franco-américains de nos écoles paroissiales.

En 1965, toute école américaine qui, aux stages élémentaire et secondaire, se contente de l'enseignement exclusif de l'anglais, devient une école singulièrement fermée ou grossièrement retardaire. Par conséquent, l'école

franco-américaine d'aujourd'hui, sous peine de blocage ou de régression, ne peut pas réduire son enseignement de la langue à celui de l'anglais. L'école américaine d'aujourd'hui et de demain, celle dont nous nous occupons présentement, même s'il s'agit d'école paroissiale, l'élémentaire et la secondaire, doit donc s'ouvrir, en plus de l'anglais, à l'enseignement d'une ou de plusieurs autres langues, si possible, sous peine de forfaire désormais à l'une de ses obligations américaines et humaines les plus fondamentales. La connaissance de plusieurs langues devient une exigence élémentaire de la citoyenneté américaine dans le monde d'aujourd'hui. Mais alors, ne va-t-il pas de soi que, dans l'école paroissiale franco-américaine, cette langue seconde qui s'impose n'en puisse être une autre que la langue française, que la langue française doit y être enseignée à titre de langue seconde privilégiée, avant l'espagnol, l'italien, le polonais, le portugais ou n'importe quelle autre langue vivante dans le monde d'aujourd'hui?

L'élève franco-américain doit donc être considéré comme un candidat privilégié à la maîtrise éventuelle de la langue française; l'école paroissiale franco-américaine doit nous apparaître comme une institution privilégiée où le français puisse s'enseigner et s'apprendre; la langue française enfin doit être envisagée comme la langue seconde privilégiée à faire apprendre à ces jeunes franco-américains dans leurs écoles paroissiales.

Droit du Franco-américain à cette langue seconde et devoir de l'école de l'enseigner.

J'ajouterai que c'est un droit inaliénable que celui de l'élève franco-américain à l'enseignement d'une langue seconde, dans son cas, le français, dans son école paroissiale et que, du même coup, c'est un devoir imprescriptible pour l'école paroissiale franco-américaine d'assurer à cet élève le bénéfice de l'enseignement d'une seconde langue au moins, dans le cas toujours, le français.

Sur quoi se fondent ce droit du jeune franco-américain et ce devoir de l'école paroissiale franco-américaine? Sur certains principes de la doctrine sociale de l'Eglise catholique d'une part, sur les impératifs actuels de la politique américaine en matière d'éducation de l'autre.

Droit et devoir fondés sur la doctrine sociale de l'Eglise.

Dans l'encyclique "Pacem in Terris," parue le 11 avril 1963, le pape Jean XXIII écrivait ceci:

"... Tout être humain a droit au respect de sa personne, à sa bonne réputation, à la liberté dans la recherche de la vérité, dans l'expression et la diffusion de la pensée, dans la création artistique, les exigences de l'ordre moral et du

biens communs étant sauvegardées; il a droit également à une information objective."

Et le Pape continuait:

"La nature revendique aussi pour l'homme le droit d'accéder aux biens de la culture, et par conséquent d'acquérir une instruction de base ainsi qu'une formation technico-professionnelle correspondant au degré de développement de la communauté politique à laquelle il appartient. Il faut faire en sorte que le mérite de chacun lui permette d'accéder aux degrés supérieurs de l'instruction et d'arriver, dans la société, à des postes et à des responsabilités aussi adaptés que possible à ses talents et à sa compétence."

Le contexte américain actuel.

Je suppose que ces enseignements de l'Eglise valent pour le jeune franco-américain autant que pour n'importe quel autre "être humain." Lui aussi a des droits! Pour lui comme pour les autres, la nature revendique "le droit d'accéder aux biens de la culture", et par conséquent le droit "d'acquérir une instruction de base ainsi qu'une formation technico-professionnelle correspondant au degré de développement de la communauté politique à laquelle il appartient."

Comme tout autre jeune américain, le nôtre, le jeune franco-américain, a donc droit, en ce moment, à une formation technico-professionnelle correspondant au degré de développement actuel de la communauté politique américaine à laquelle il appartient . . .

Quel est donc "ce degré de développement actuel de la communauté politique américaine", en autant que cela puisse exiger l'enseignement d'une langue seconde à ses jeunes citoyens, ce qui veut dire l'enseignement du français à ses jeunes citoyens franco-américains? Il est clair que, vu les responsabilités que les Etats-Unis ont, à l'heure présente, à l'égard de leurs sujets américains et à l'égard du monde, ils doivent viser à donner à leurs jeunes une formation technico-professionnelle de première valeur aux plans scientifique, technique, culturel et politique. Or "cette formation technico-professionnelle "adéquate", implique nécessairement, désormais, la connaissance d'une ou de plusieurs langues "étrangères."

De la nécessité des langues non-anglaises pour le citoyen américain.

Pendant la dernière guerre mondiale, et de plus en plus depuis, les Américains ont découvert que tous les peuples de la terre ne parlent pas l'anglais, loin de là, que pour la majorité d'entre ces peuples, l'anglais est une langue étrangère; que, par conséquent, afin de pouvoir communi-

quer avec ces autres peuples, si ceux-ci ont le devoir de s'ouvrir à l'anglais, réciproquement, les américains ont, eux aussi, le devoir de s'ouvrir aux autres langues que la leur. C'est d'ailleurs, dans leur intérêt de le faire, dans leur intérêt économique et politique, par conséquent dans l'intérêt général du peuple américain. De là, depuis quelques années, cette préoccupation des dirigeants et des éducateurs américains de promouvoir aux Etats-Unis l'étude et la maîtrise le plus poussées possible des langues non-anglaises, considérées désormais comme langues secondes nécessaires à toute formation élémentaire et secondaire tant soit peu complètes. Songez, par exemple, aux initiatives extraordinaires provoquées par le "National Defense Education Act, Language Development Division, U. S. Office of Education" partout aux Etats-Unis, particulièrement en Nouvelle-Angleterre, surtout depuis 1961, afin de promouvoir parmi nous l'enseignement efficace des langues non-anglaises comme langues secondes.

Le nouvel américanisme et les minorités ethniques.

Et c'est ici que l'on nous a redécouverts, nous les "immigrants" d'hier, constituant les minorités ou les groupes ethniques spéciaux d'aujourd'hui, au sein de la communauté politique américaine. Hier, il fallait nous "assimiler", et cela voulait dire, non seulement nous faire apprendre l'anglais, mais encore nous faire perdre nos langues, nos coutumes, nos traditions particulières: c'était cela nous "américaniser"! Aujourd'hui, alors que nous avons à peu près perdu nos caractères originels et originaux dans le "melting pot" américain, alors surtout que les langues premières, dites étrangères, ont presque complètement disparu, pour faire place à la langue anglaise, devenue notre langue première, s'américaniser véritablement implique qu'en plus de posséder la langue anglaise, les gens des minorités ethniques doivent s'appliquer à réapprendre les langues que l'on s'était d'abord évertué à leur faire perdre, à telle enseigne qu'en 1965, les théoriciens de "l'américanisation" ne cessent de crier sur les toits que cette authentique et saine américanisation doit être envisagée comme tout le contraire de l'assimilation, du moins aux plans des cultures et des langues. Singulier paradoxe et tragique ironie de l'histoire des minorités ethniques aux Etats-Unis! Un projet monumental comme celui de docteur Joshua A. Fishman et qui est voué entièrement à l'heure présente et par tous les moyens possibles, à la préservation et à l'exploitation de tous les héritages culturels linguistiques des groupes ethniques non-anglais du pays en dit long sur les nouvelles orientations de l'américanisation et de l'américanisme officiel. C'est dans ce nouveau contexte que se dessine la nouvelle chance de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales franco-américaines. Si "une formation technico-professionnelle correspondant au degré de développement de la communauté politique" américaine actuelle ne peut plus être convenable, encore moins adéquate, sans la connaissance d'une langue seconde, si d'autre part, en ce qui concerne les groupes ethniques non-anglais du pays, les citoyens qui en sont issus, dans l'intérêt des Etats-Unis en plus de leur intérêt particulier, doivent s'appliquer à réapprendre leur langue d'origine, ne devient-il pas évident que le jeune Franco-

américain a le droit et le devoir d'apprendre une langue seconde comme tous ses concitoyens américains et que, dans la conjoncture présente, selon la volonté, les désirs et les directives des autorités de son pays, c'est le français que le jeune Franco-américain a le droit et le devoir de choisir d'abord comme sa langue seconde à lui?

Langue seconde, devoir de l'école.

Mais qui permettra au jeune franco-américain d'exercer ce droit et d'accomplir ce devoir de posséder la langue française comme langue seconde? La famille, l'Etat, l'Eglise? Oui! Mais aussi et surtout, l'école! L'école cela veut dire, ceux qui la constituent avec les élèves, donc les professeurs, et particulièrement ceux qui la dirigent. Le même pape Jean XXIII, note un peu plus loin dans "Pacem in Terris":

"... qu'il ne suffit pas de reconnaître et de respecter le droit de l'homme aux moyens d'existence; il faut s'employer, chacun selon ses forces, à les lui procurer en suffisance. La vie en société ne doit pas seulement assurer l'ordre; elle doit apporter des avantages à ses membres. Cela suppose la reconnaissance et le respect des droits et des devoirs, mais cela demande en plus la collaboration de tous selon les multiples modalités que le développement actuel de la civilisation rend possibles, désirables ou nécessaires."

La collaboration de tous à la promotion de l'école paroissiale franco-américaine pour que celle-ci enseigne, en plus du reste, le français universel actuel au jeune franco-américain d'aujourd'hui de manière qu'il arrive à le posséder convenablement comme langue seconde et que, pour sa part, il atteigne ce niveau de formation technico-professionnelle correspondant au degré de développement qui est celui de la communauté politique américaine à l'heure actuelle: voilà ce qu'il faut encore absolument assurer.

— III —

Projet concret de solution

En conséquence de toutes les considérations précédentes, je me permets de proposer à ce congrès pour étude et, s'il le juge à propos, pour adoption et action subséquente, le projet suivant:

"Que dans toutes nos écoles dites paroissiales franco-américaines, le français actuel soit matière d'enseignement obligatoire, à titre de langue seconde, dans toutes les classes des cours élémentaire et supérieur à raison d'une période d'au moins 45 pleines minutes d'enseignement par journée complète d'enseignement." Veuillez excuser la lourdeur de la tournure employée, mais, dans le moment, il faut viser à la précision en formulant pour la première fois un tel projet.

Explication du projet.

Dans toutes nos écoles dites paroissiales franco-américaines, donc de tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre et de tous les diocèses catholiques où ces écoles existent; dans les 246 maisons d'éducation que monsieur Lemaire pouvait encore en 1963 considérer comme "écoles paroissiales franco-américaines";

le français actuel: le français du 20^e siècle, le français universel, le français standard, le français reconnu comme valable dans les communautés francophones du monde entier;

ce français-là et celui-là seulement soit matière d'enseignement, tout comme l'anglais, la religion, les mathématiques, l'histoire, la géographie et toutes les autres matières inscrites spécifiquement au curriculum des études à poursuivre;

que ce français soit matière d'enseignement obligatoire et non facultatif, acceptée et imposée comme matière obligatoire non seulement par la direction interne de l'école, mais encore par la direction paroissiale et même par la direction diocésaine. En fait, l'enseignement d'une langue supplémentaire devrait être obligatoire à l'heure présente dans toutes les écoles américaines, tant publiques que privées, aux niveaux élémentaire et supérieur. Dans ce contexte scolaire, l'école franco-américaine qui imposerait l'étude obligatoire du français, ne ferait pas figure d'exception. Elle ne ferait que remplir son devoir, à sa manière, compte tenu des circonstances qui naissent du milieu humain où elle doit accomplir son oeuvre;

à titre de langue seconde, et non de langue première, laquelle ne peut plus ne pas être et ne pas devenir de plus en plus aux Etats-Unis dans un avenir prévisible, la langue anglaise;

dans toutes les classes des cours élémentaire et supérieur, de la première à la dernière sans en omettre une seule, de sorte que l'enseignement lui-même du français chez-nous soit donné d'une manière méthodique, cohérente et graduée, compte tenu des progrès et des résultats les plus récents de la pédagogie la plus moderne, surtout dans le domaine de l'enseignement des langues;

à raison d'une période, oui d'une période seulement, mais d'une période spéciale et continue, consacrée exclusivement à l'enseignement du français et pas à autre chose;

d'au moins quarante-cinq minutes d'enseignement, que cette période unique et continue consacrée à l'enseignement du français et exclusivement à cet enseignement dure au moins quarante-cinq minutes. Ceci suppose que l'on soit arrivé en classe, placé et prêt à commencer avant la première de ces 45 minutes et que l'on arrête l'enseignement du français seulement après la 45e des minutes demandées;

par journée complète d'enseignement, c'est-à-dire, une période de 45 minutes de français chaque jour inscrit comme jour de classe au calendrier scolaire officiel de l'année courante. Pas une période tous les deux ou trois jours ou trois périodes le même jour puis rien pendant trois ou quatre jours, mais une période chaque jour de la semaine d'études, sans en excepter un seul pour quelque raison que ce soit.

Voilà donc le projet concret que je sou mets à ce congrès dans l'espoir de lui aider à trouver un moyen valable de résoudre la crise urgente que traverse à l'heure actuelle l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales. A vous de l'étudier, de le discuter, de le préciser, de le corriger ou de le remplacer par un projet meilleur si vous en trouvez un.

Projet insuffisant?

A ceux qui seraient tentés de considérer le mien insuffisant, je rappellerai qu'il n'empêche pas de faire davantage pour l'enseignement du français là où on le peut et où l'on croit devoir le faire. D'autre part, il reste vrai que, dans ce domaine comme dans les autres, "qui trop embrasse mal étreint" et que "le meilleur est parfois l'ennemi du bien." De plus, je reste persuadé que ce projet, celui que je viens de proposer, s'il est accepté et loyalement exécuté, peut certainement, au bout de douze ans, nous donner un franco-américain capable de comprendre le français contemporain, capable de le parler très bien, capable de le lire avec facilité et capable enfin de l'écrire convenablement. Par conséquent, il lui devien-

dra facile de rester attaché à son groupe ethnique et, en cas de nécessité ou de simple utilité voire même de simple plaisir, de communiquer d'emblée avec tous les groupes francophones du monde, à commencer par ceux du Canada-français et de la France. Or, ne nous trouvons-nous pas ici devant les objectifs suprêmes que toute réforme de l'enseignement du français doit s'efforcer chez nous d'atteindre, surtout à supposer qu'on le fasse d'abord par souci du nouvel américanisme bien compris?

Projet trop ambitieux?

D'autres, au contraire, penseront que le projet soumis est trop ambitieux, qu'il n'est pas réalisable parce que c'est trop demander à l'Eglise et à l'Etat et que jamais tout cela ne nous sera accordé.

L'Etat.

Trop demander à l'Etat, alors que celui-ci est obligé de promouvoir le bilinguisme chez ses ressortissants et que, pour arriver à l'instaurer, il doit de plus en plus l'imposer dans ses politiques d'éducation? Allons donc! Surtout, en cette année 1965, où la nouvelle loi fédérale 89-10 d'aide à l'éducation adoptée au dernier mois d'avril ouvre une nouvelle ère pour les écoles publiques et privées du pays, une ère durant laquelle tout l'effort d'aide à l'éducation sera axé sur l'enfant américain plutôt que sur les institutions appelées à la lui assurer: "Every child must have the best education our Nation can provide," disait le président Johnson dans son message sur l'état de l'Union au mois de janvier. Et dans un message complémentaire spécial adressé au Congrès sur l'Education peu de jours après, le même ajoutait: "We want this not only for his sake, but for the Nation's sake." La loi 89-10 à laquelle j'ai fait allusion, au dire de William-W. Brickman, dans un éditorial de "School and Society", est destinée à répondre substantiellement à des besoins précis "without regard to the type of School attended by the child." Or, l'enfant américain ne vient pas au monde bilingue: il le devient. Il le deviendra par une éducation appropriée dans l'école qu'il fréquente. Ce ne sera sûrement pas trop demander à l'Etat que de lui demander la permission et les moyens efficaces d'apprendre le français, en plus de l'anglais, aux élèves de nos écoles franco-américaines. Ce n'est pas l'Etat qui refusera, bien au contraire.

L'Eglise.

Trop demander à l'Eglise, tant au paller de la paroisse qu'à celui du diocèse? Mais s'il n'est plus question de réclamer l'enseignement du catéchisme obligatoirement en français dans nos écoles paroissiales, est-ce que tout un mur de préventions, d'objections et d'oppositions ne tombe pas par le fait même?

A supposer que l'enseignement d'une langue seconde devienne nécessaire à la formation intégrale du citoyen américain de demain, que cet enseignement se répande de plus en plus dans les écoles publiques au point même d'y devenir obligatoire, les écoles privées ne devront-elles pas embolter le pas? L'ostracisme du français que l'on s'est efforcé, au niveau diocésain, de nous faire pratiquer, plus ou moins, même dans nos écoles franco-américaines, ne devra-t-il pas disparaître dans un avenir rapproché, surtout si nous savons revendiquer cette période quotidienne de français avec l'intelligence, la cohésion, l'unanimité et la fermeté nécessaires?

"Une nouvelle ère pour l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales", voilà l'ère dans laquelle nous pouvons et devons entrer.

Si la formule proposée permettait, par surcroît, de revaloriser le français auprès de l'élève franco-américain, de revaloriser l'enseignement de ce français auprès de tout le personnel enseignant de nos écoles paroissiales, de le revaloriser aussi auprès des parents de nos élèves, auprès du clergé paroissial et des autorités diocésaines, de telle sorte qu'il serait accepté et voulu de tous que toutes les écoles privées de nos diocèses enseignent une langue seconde afin d'assurer une décente "formation technico-professionnelle", pour reprendre le mot de Jean XXIII, à tous ces jeunes américains qui leur sont confiés, et que tout naturellement dans les écoles paroissiales franco-américaines, c'est le français que l'on enseigne comme langue seconde, non, mais vraiment, est-ce que ce serait trop demander à notre Mère, la sainte Eglise?

Tâche du laïcat franco-américain au temps de Vatican II.

Surtout, à l'heure du concile oecuménique Vatican II, au moment où l'Eglise elle-même va vers le monde et ses diverses cultures, au moment où se dessinent de très profondes transformations dans l'Eglise catholique américaine elle-même, au moment où se forme en son sein un nouveau laïcat plein de science, de bonne volonté et de zèle, et qu'une nouvelle formule de collaboration est sur le point de s'élaborer et de prévaloir entre clercs et laïques au sein même de l'Eglise et dans le monde, que le laïcat catholique franco-américain, écrasé depuis 30 ans, se retrouve, se reconstitue et, sur un point aussi précis que celui du renouvellement de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales, que ce laïcat fasse entendre sa voix, fasse connaître et reconnaître ses légitimes revendications!

Que le Comité de Vie Franco-américaine s'en charge.

Pour sa part, le Comité de Vie Franco-américaine devrait s'employer à provoquer la coalition des énergies et des forces vives dont les Franco-américains disposent encore à la poursuite de l'objectif bien précis que je me suis efforcé de décrire.

Pour une nouvelle fois, il aurait prouvé son utilité, voire même sa nécessité, et son blason, passablement terni à l'heure présente, s'en trouverait singulièrement redoré! Surtout, surtout, au coeur de la Nouvelle-Angleterre franco-américaine disloquée, essoufflée, écrasée, presque anéantie, un espoir nouveau pourrait surgir, celui d'un peuple tout entier qui, après un moment de pénible confusion, reprendrait sa marche, mais dans une cohésion et un élan renouvelée, vers le seul destin qui lui convienne, celui d'être américain, catholique et français!

Thomas-M. Landry, o.p.

(Le questionnaire suivant fut remis aux membres des diverses commissions afin de faciliter les discussions et les rapports.)

QUESTIONNAIRE

Aide aux commissions d'études.

1. Dans le rapport du Père Landry, y a-t-il des choses qui, pour vous, sont inadmissibles?
2. Que pensez-vous de son projet, destiné à revaloriser l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales?
 - (a) suffisant ou non?
 - (b) réalisable ou non?
 - (c) amendable ou non?
3. S'il faut le rejeter, auriez-vous un projet concret valable pour le remplacer?
4. Quelle serait, d'après vous, l'aide spécifique que le groupe que vous représentez pourrait contribuer à la solution de la crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales?
5. Auriez-vous, à ce sujet, quelques résolutions précises à faire adopter par ce congrès? (Prière de les transmettre avant samedi midi au Comité des Résolutions.)
6. Autres réflexions, autres considérations sur la question?

Exposé présenté par M. le docteur Robert-A. Beaudoin

Présentation du thème à la Commission des Parents

Nos jeunes Franco-américains connaissent moins le français que leurs aînés: nous pouvons le constater tous les jours et il semble que cet état de choses empire rapidement. "Le français dans nos écoles paroissiales" a été choisi comme thème de ce congrès mais je vous dirai tout de suite qu'il ne s'agit point d'une critique de nos écoles et des institutrices qui s'y dévouent, mais bien plutôt d'une étude d'ensemble de la crise du français chez nous, Franco-américains. Si nous parlons d'écoles paroissiales, c'est que c'est là seulement peut-être que l'on pourra appliquer des corrections à une situation dont les causes sont complètement en dehors de l'école.

Nos enfants n'arrivent plus à l'école pour y apprendre leur langue maternelle, comme c'était le cas il y a vingt ou trente ans, en plus de l'anglais et de tous les autres sujets du curriculum, puisque, dans jusqu'à 80% des cas dans certaines régions, ils n'ont aucune connaissance du français qui devient pour eux une langue étrangère. Il semblerait donc que nos enfants, dans la majorité des cas, perdent leur entité française durant les années pré-scolaires et voici, à notre avis, ce qui se passe. La maman, plus souvent qu'autrement, parlera français à son bébé et tout ira assez bien jusqu'au moment où les influences extérieures commenceront à gâter la cause. Ce sont d'abord les grands frères ou grandes soeurs qui initieront le petit enfant à l'anglais, ou encore les gardiennes d'occasion qui ne parlent pas français, puis les petits voisins avec qui il commence à jouer à l'extérieur; jusque là tout n'est pas encore perdu. Mais, tout à coup, avant l'âge de trois ans, l'enfant est inévitablement attiré vers la télévision devant laquelle il passera des heures, surtout en hiver. A ce moment, la télévision, qui est un merveilleux instrument de divertissement et d'éducation, commencera son oeuvre si néfaste pour la survivance du français chez nous. En six mois, l'enfant parle couramment l'anglais; cela peut paraître un peu exagéré, mais l'enfant à un âge si tendre est éminemment réceptif et de longs stages, répétés tous les jours devant la télévision, ne peuvent mener à d'autres résultats.

L'enfant donc, du moment qu'il n'est plus sous la seule influence de la mère, apprend vite l'anglais et, à partir de ce moment là, la survivance du français au foyer devient une bataille continuelle que beaucoup d'entre nous, hélas, ne peuvent gagner tant il faut y mettre de l'effort et de la persévérance! Je dirais que, même dans les foyers bien intentionnés, c'est une bataille perdue d'avance. Bientôt, c'est à peine si l'enfant peut articuler quelques mots de français, même pour demander une faveur et tout au plus fait-on un petit effort lors de la visite des grands-parents, qui devront se contenter d'un "merci, grand'maman" pour un généreux cadeau. Dans certains foyers franco-américains, on insiste sur le français à table ou

dans les randonnées en automobile, mais même là, c'est une bataille sans fin surtout avec les plus âgés qui ont déjà décidé que cela demandait trop d'effort pour s'en donner la peine. A bien y penser, nos grands enfants ne sont point en cela différents des autres américains du même âge, et nos parents franco-américains qui ne font aucun effort pour maintenir le français à la maison ne sont non plus différents des américains de l'ensemble du pays. La cote des valeurs morales et culturelles est à la baisse dans l'ensemble du pays parce que tous, nous sommes trop occupés à notre travail et à la recherche de divertissements.

Ici, je veux souligner un fait que l'on semble oublier dans certains milieux. Quand nous, parents franco-américains, envoyons nos enfants à l'école paroissiale franco-américaine, nous faisons un acte positif. On argumentera peut-être que beaucoup ne le font que par atavisme mais nous ne le croyons pas quand nous constatons combien d'autres envoient leurs enfants à l'école publique ou à l'école paroissiale unilingue. Par notre geste, nous montrons notre volonté de faire apprendre le français à nos enfants. Et nous voilà avec des bambins qui arrivent à l'école pour y apprendre, entre autre chose, la langue française

A cause justement de tout ce qui se passe à l'âge pré-scolaire, avec la conséquence que trop de nos enfants ne connaissent pas le français, on a instauré l'enseignement du catéchisme et des prières en préparation à la première communion en anglais, depuis quelques années ailleurs et cette année dans le diocèse de Manchester sauf exception. Est-ce le commencement de l'agonie pour la paroisse franco-américaine telle qu'elle existe encore ici? Si nos enfants n'apprennent plus à prier en français, c'est la fin du français à l'église car nous, les parents, il nous faudra nous astreindre à prier en anglais si nous voulons prier avec nos enfants. L'argument apporté en faveur de l'anglais pour l'enseignement du catéchisme est difficilement réfutable. Comment faire comprendre sa religion à un enfant dans une langue qu'il ne connaît pas? Y aurait-il remède à cette situation? C'est possible; c'est à nous d'y réfléchir et la solution viendra peut-être, cette journée d'études a été préparée dans ce but.

Nos enfants donc à l'école primaire apprennent du français à raison d'une heure par jour et, dans certaines écoles, on ne leur accorde que quarante-cinq minutes. Avec le même nombre d'heures on a réussi des merveilles dans certains milieux. Il ne fait pas de doute que l'esprit de l'enfant en général est bien réceptif et accepte facilement une autre langue que la sienne. En Suède, les jeunes parlent tous deux langues et ceux qui en parlent trois ou quatre sont légions. Pourtant nos enfants sortent de l'école primaire avec un bagage de français bien mince. Trop mince, devrais-je dire! N'étant pas expert en enseignement, je ne discuterai certainement pas des méthodes employées chez nous ou ailleurs; je ne fais que souligner ce que nous constatons tous et je laisserai aux instituteurs laïcs et religieux le soin de discuter des causes de notre peu de succès.

Que constate-t-on maintenant si on étudie la situation dans nos écoles secondaires franco-américaines? Beaucoup de nos jeunes ne daignent même pas suivre les cours de français et préfèrent choisir des sujets qui, à leur point de vue, leur seront plus utiles pour l'avenir, quand ce n'est pas parce qu'ils leur paraissent plus faciles ou simplement parce qu'ils sont de stricte nécessité. Qu'est-ce qui les éloigne du français? Est-ce qu'il ne devrait pas être obligatoire pour quatre ans pour les élèves qui prennent le cours classique et pour au moins deux ans pour les autres? Et chez nos jeunes qui apprennent le français à l'école secondaire, y a-t-il réellement progrès? Il me semble que non, si je m'en tiens à des conversations de dates récentes qui m'ont laissé bien perplexe, surtout quand un d'entre eux qui se destine à la prêtrise m'avouait candidement qu'il connaissait assez son français et pourtant mes oreilles ne sauraient mentir! Encore là, je demande aux experts de se pencher sur la question pour voir si on ne pourrait améliorer la situation. Je sais qu'on a fait un grand effort dans certaines écoles, mais c'est partout qu'il faut le faire, cet effort. Quant à nos jeunes qui s'en vont à l'école publique, il y en aura qui feront des progrès s'ils ont le bonheur de frapper un bon professeur, mais il y en a encore trop peu de ceux-là

Pour nous, parents, qui sommes en grande majorité de la deuxième génération aux Etats-Unis, il ne s'agit point de faire un retour en arrière: le français est destiné à prendre une deuxième place dans notre vie et en gens pratiques (j'allais dire en vrais américains), nous le réalisons pleinement. Cela ne veut pas dire toutefois que nous voulons ignorer le français et le négliger au point de le laisser disparaître, même si nos constatations nous forcent à admettre que le français chez nos jeunes est en pleine régression. Si toutes les causes que nous avons énumérées plus haut provoquent un mauvais départ dès l'âge pré-scolaire, ne devrait-on pas prendre les moyens d'apporter un remède à cette situation? Il s'en est trouvé qui l'ont fait: pourquoi ne pourrait-on pas l'appliquer ailleurs? Je suis ici pour présenter le problème et non le régler et je réserve mes opinions à ce sujet pour les discussions. On nous dit quelquefois que nos prêtres sont là pour sauver les âmes et non la langue française. Pourtant les deux sont si intimement liés dans notre vie que je ne vois pas comment on puisse les dissocier. Je sais qu'il y en a qui considèrent notre cause comme déjà perdue, mais alors au lieu de voir s'il n'y aurait pas moyen de sauver ce qui reste, on l'abandonne et on se lance tête première dans l'autre direction: c'est une façon simple de régler le problème, on lui tourne le dos.

Nous lisons qu'il s'est fait de grands progrès au pays dans l'enseignement des langues dans les écoles publiques, mais en même temps nous constatons un recul chez les nôtres. Nous entendons parler d'une science nouvelle qui s'appelle "La linguistique appliquée". Ne serait-il pas temps de faire appel à cette science et lui trouver une place dans nos écoles?

Nous avons ici aujourd'hui des techniciens de la langue qui vont discuter de certains moyens à suggérer pour améliorer la situation actuelle

et il nous faudra les écouter. L'application de nouvelles méthodes, l'achat de nouveaux textes ou d'appareils signifieront peut-être pour nous parents des dépenses supplémentaires: il nous faudra alors délier les cordons de notre bourse et rencontrer ces nouvelles dépenses. Quand le médecin prescrit une ordonnance dispendieuse, on n'hésite pas à faire le déboursé dans l'espoir d'une guérison ou, tout au moins, d'une amélioration.

Dans la paroisse telle qu'on la conçoit ici aux Etats-Unis, il ne semble pas y avoir, ou bien peu, de facilité accordée aux paroissiens pour faire connaître leurs opinions ou leurs désirs. Pourtant, en ces années d'oecuménisme, on parle de dialogue entre catholiques et protestants pour une meilleure compréhension! Nous tentons aujourd'hui, nous, parents franco-américains, d'ouvrir le dialogue avec notre clergé, nos instituteurs et institutrices dans le but d'avoir une meilleure compréhension des changements qui se produisent dans notre petit monde à nous. Est-ce que nos échanges d'idées porteront des fruits? Nous le souhaitons de tout notre coeur.

Robert-A. Beaudoin, M.D.

le 16 octobre 1963.

**Exposé présenté par la Révérende
Soeur Marie Amabilis, S.S.C.**

**LE PROBLEME DU PROFESSEUR DE FRANÇAIS
DANS NOS ECOLES PAROISSIALES**

Monsieur Bernard Thérout, secrétaire distingué du Comité de Vie Franco-américaine, m'invitait d'exposer le problème des professeurs de français dans nos écoles paroissiales. Après la lecture de sa lettre, je me suis mise en méditation sérieuse sur les multiples difficultés qui existent présentement et j'ai soudainement pensé à ce petit garçon qui est allé à confesse:

- Mon père, je m'accuse d'avoir volé un cheval.
- Vraiment, où l'as-tu mis?
- Dans le garage.
- Ton père ne l'a pas vu?
- Non.
- Tu l'as mis dans le garage et ton père ne l'a pas vu?
- Non.
- Dis-moi en anglais ce que tu as volé.
- I stole a shovel.

Voilà de quoi nous faire réfléchir.

Ce n'était pas un fardeau pour moi de mettre quelques idées sur ce papier . . . au contraire, il y a longtemps que je rêve d'avoir l'occasion de parler de nos problèmes et surtout d'en discuter les causes. C'est donc avec un sentiment de reconnaissance que j'accepte l'invitation qui m'a été faite et je vais essayer de vous révéler aujourd'hui ce que j'ai constaté moi-même durant ma longue carrière comme professeur de français à tous les degrés des cours élémentaire et secondaire.

Il faut admettre que le sujet est vaste et il y a plusieurs points à considérer. Il y a d'abord le professeur, les élèves, la méthode, les livres et encore les méthodes . . . que sais-je?

Voyons brièvement le professeur. La plupart de nos institutrices dans nos écoles paroissiales sont de descendance canadienne-française — qu'elles soient nées au Canada ou de parents canadiens.

Nous savons également que nos écoles comptent au delà de soixante-quinze années d'existence puisque la grande immigration eut lieu entre

mil huit cent quatre-vingt-deux et mil neuf cent vingt. Dans la "French Review" du mois d'octobre 1962, nous lisons un article très intéressant de Monsieur George Watts. Il nous dit que dès 1912, on comptait déjà cent trente-cinq écoles paroissiales canadiennes-françaises dans la Nouvelle-Angleterre avec le nombre imposant de 64,000 élèves. En 1949, il y avait 246 écoles paroissiales canadiennes-françaises avec 88,097 élèves. Voulez-vous des chiffres plus récents? Le "Boston Globe" du 13 juin 1965 publiait sous la plume de Monsieur Leonard Lerner, éditeur d'affaires canadiennes: "Le nombre de personnes qui ont au moins un de leurs parents né au Canada est de 746,755 en Nouvelle-Angleterre."

Qu'avons-nous enseigné durant cette longue période à ces milliers d'élèves? L'enseignement du français s'est effectué d'après la méthode traditionnelle, c'est-à-dire, qu'on a enseigné avec intensité la langue écrite. Le verbe a été conjugué dans la syntaxe la plus recherchée; les analyses ont été multipliées et l'enfant a écrit de nombreuses dictées. Cette méthode était excellente dans son temps. Elle a produit de bons fruits puisque nous sommes réunis en Congrès pour la discuter. Les enfants de la première et de la deuxième génération en ont profité mais il faut ajouter que ces enfants des premières générations arrivaient à l'école avec le verbe français sur les lèvres et dans le coeur.

Avec les années, l'évolution s'est faite et aujourd'hui, nous faisons face au problème le plus compliqué et le plus inexplicable de l'histoire de nos écoles paroissiales canadiennes-françaises.

1. Comment se fait-il que nos enfants ont tant de difficultés à s'exprimer en français?
2. Comment se fait-il qu'ils sont si gauches . . . si . . . je dirais embarrassés?
3. Comment se fait-il qu'ils sont si mal à l'aise quand il s'agit de parler français?

C'est que l'histoire a changé. Aujourd'hui, l'enfant arrive à l'école sans savoir un mot de français sauf pour de si rares exceptions . . . peut-être un sur dix. Alors, l'institutrice se trouve en face d'une cinquantaine d'élèves qui ne comprennent pas un mot. Imaginez-vous quelle tâche! Oh, il ne s'agit pas ici de pleurer sur le passé. Il n'est pas question non plus d'être pessimiste en disant que tout est perdu. Loin de nous cette pensée! Seulement, si nous n'avons pas réussi à faire parler nos enfants d'une façon spontanée et de bon gré, soyons logiques et cherchons-en les causes. **NE NOUS BERCONS PLUS DANS LES ILLUSIONS.**

Quels sont les manuels entre les mains des élèves? Afin d'être réaliste dans cet exposé, j'ai cru bon d'envoyer une lettre circulaire demandant aux différentes communautés religieuses enseignantes de me faire parvenir les

titres, les auteurs et les dates d'impression de tous les manuels entre les mains des élèves. Malheureusement, il m'était impossible de les rejoindre toutes . . . Tout de même, les nombreuses réponses reçues me permettent de vous en donner une bonne idée. On y trouve une variété de textes publiés par différentes communautés religieuses. Sincères félicitations à toutes ces communautés qui ont contribué largement dans ce mouvement de revalorisation pour l'enseignement du français! Personne ne pourra évaluer à sa juste valeur les sacrifices que supposent une telle tâche d'impression.

Ce qui étonne le plus toutefois, c'est de trouver un trop grand nombre d'écoles avec des manuels de lecture gradués par l'abbé J. Roch Magnan datés de 1912 — 1908 — 1901. On se demande pourquoi l'enfant n'aime pas le français? Dans un âge où la télévision règne au foyer — dans une période où l'enfant apprend par les sens de la vue et de l'ouïe, le professeur de français doit offrir à ses élèves un manuel désuet et suranné aux images grises et anciennes, alors que l'institutrice plus fortunée qui enseigne l'anglais offre de beaux livres anglais aux images colorées et attrayantes et aux histoires les plus amusantes; l'enfant lit cela en se donnant des airs . . . Il faut parler les animaux en imitant leurs sons. Encore une fois, on est surpris que l'enfant n'aime pas le français!

Dites-moi donc si la femme dans la maison repasse le linge comme on le faisait en 1912 . . . Si le médecin soigne les malades comme on les soignait en 1912 . . . si l'on chauffe encore les maisons avec du charbon comme on le faisait en 1912 . . . Et la pauvre institutrice, elle, se voit forcée d'enseigner la lecture avec un manuel de 1912!

Puisque les coutumes, les modes, et même les costumes des religieuses ont changé, ne serait-il pas juste et raisonnable de changer aussi une méthode traditionnelle qui ne répond presque plus aux besoins des enfants de cette génération? Avouons-le: l'heure est arrivée d'en adopter de plus modernes. Il est grand temps de s'organiser autrement. Il va sans dire que la période transitoire de la méthode traditionnelle à une méthode directe (audio-lingual) sera pénible pour le professeur habitué au métier. Ceci suppose nécessairement un entraînement nouveau pour les professeurs aussi bien que pour les élèves. Heureusement, quelques communautés ont déjà commencé à faire suivre des cours de perfectionnement dans les méthodes directes depuis une couple d'années.

Parfois, on s'alarme en entendant parler de périodes raccourcies pour l'enseignement du français dans certaines écoles. On semble oublier le curriculum surchargé dont l'enfant aura besoin plus tard; il est bon se rappeler aussi qu'un enfant ne peut soutenir son attention continue et prolongée dans un même sujet. Par contre, un professeur compétent avec une méthode moderne peut accomplir beaucoup dans une heure. Si l'enfant ne parle plus spontanément le français, enseignons-lui la conversation. Or la conversation s'enseigne à force de répéter. Ce n'est pas tant la longueur de

temps qui compte dans l'enseignement d'une langue, mais plutôt l'intensité avec laquelle elle est enseignée. Que fait la mère lorsqu'elle veut faire parler son bébé? Elle le prend dans ses bras et lui répète des centaines et des centaines de fois: pa-pa ma-man . . . cela demande de la patience, beaucoup de patience. Voilà la méthode . . . la répétition et la patience.

L'enseignement d'une langue qui est avant tout, ne l'oublions pas, un moyen de communication, doit viser d'abord à faire parler les enfants. Savoir et pouvoir passer le message d'une personne à une autre. Cet enseignement donné d'une manière méthodique et graduée réussit à merveille à faire aimer le français ainsi qu'à donner une certaine fierté aux élèves. Dans les écoles paroissiales où la méthode "audio-lingual" est déjà en vigueur, il y a des progrès tangibles et encourageants pour les professeurs et les élèves.

Voici les quelques réflexions que je vous sou mets pour la discussion qui va suivre. Si vos problèmes sont différents de ceux qui viennent d'être énumérés, n'hésitez pas à les faire connaître ici durant cette réunion afin que nous puissions les discuter, et former des résolutions en conséquence. Nous serons anxieux de les soumettre à la réunion plénière cet après-midi et qui sait si les professeurs de français ne verront pas un avenir tout en rose et sans problèmes?

Exposé présenté par la Révérende Soeur Raymond-de-Jésus, F.S.E.

Le français dans nos écoles paroissiales

L'enseignement du français dans les écoles paroissiales est un problème assez complexe, mais pas insoluble.

Il importe d'abord de créer une mentalité à la fois réaliste et pleine de confiance. Il ne sert de rien de gémir que nos enfants ne parlent plus français — il est même assez rare que les parents eux-mêmes le fassent: par exemple, cette franco-américaine qui donne un coup de téléphone à la directrice d'une école pour se plaindre que ses enfants ne parlent pas français à l'école et qui demande de s'expliquer en anglais parce que c'est plus facile pour elle!

Quel groupe ethnique aux Etats-Unis a préservé sa langue maternelle au delà de trois générations? Aucun, de façon générale. Sans doute, parmi les causes de cette perte, il faut compter l'ambiance anglo-saxonne, mais génération d'immigrés après génération répète la même faute: pour ne pas perdre la langue maternelle, elle insiste que l'anglais ne doit pas pénétrer dans la famille. C'est le meilleur moyen de faire perdre leur langue aux enfants. Ils se sentent différents de leurs compagnons et surtout inférieurs à eux, car ils ne peuvent communiquer leurs volontés, leurs désirs avec aisance, comme le font leurs petits voisins.

Cette infériorité est renforcée pour la plupart des immigrés par leur position au bas de l'échelle économique. Lorsqu'ils parviennent à un meilleur niveau social, leur langue maternelle reste liée, le plus souvent inconsciemment, à leur position inférieure de jadis.

Donc, premier aspect de la mentalité à créer chez ceux qui sont bilingues: le bilinguisme de naissance est une richesse. Jusqu'à récemment, beaucoup de projets de recherches, 70 environ, ont semblé démontrer que les enfants bilingues étaient inférieurs aux autres, au plus, peut-être égaux aux unilingues. Heureusement, le docteur Lambert de l'université McGill vient de découvrir que les bilingues qu'il a testés avec grande précaution scientifique étaient supérieurs aux unilingues par 13% sur un test verbal et 14% sur le test non-verbal. De plus, dit Lambert, l'intelligence des bilingues est plus variée; ils raisonnent mieux que les unilingues; ils réussissent mieux en classe.

Je souligne le bilinguisme à dessein — ne parler que le français ou

toute autre langue, ce n'est pas être bilingue, mais vraiment unilingue dans une langue différente de celle de la communauté.

Cette mentalité heureuse, que le bilinguisme a grande valeur, ne se crée pas par des paroles, par des injonctions. Il faut que les enfants réalisent cette supériorité par des exemples concrets. Il suffirait que quelques programmes populaires à la télévision soient donnés régulièrement en français pour en donner l'idée aux plus jeunes. Faites voir de tels programmes à des enfants bilingues en compagnie de leurs amis unilingues et vous ferez germer une saine fierté chez le petit bilingue.

Pour les plus grands, des expériences comme nous venons de vivre: notre Saint Père, parlant français aux délégués de 117 nations puis conversant avec eux, peuvent aider singulièrement si nous nous en servons pour souligner discrètement l'utilité d'une seconde langue.

"Comme Jackie a dû être contente de pouvoir parler au pape, de comprendre ce qu'il a dit de son mari!"

Un tel exemple porte plus de poids que:

"Tu vois, c'est une bonne chose de parler français. Essaie donc."

Cette occasion nous montre aussi que le bilingue a un rôle social important. Il peut être le lien entre deux groupes ethniques et promouvoir la bonne entente. C'est donc un réel avantage d'être bilingue. Cela vaut la peine d'y mettre le meilleur de nous-mêmes.

Chez les maîtresses aussi, il y a une mentalité à créer: il est possible d'avoir de bons résultats dans l'enseignement du français même si les enfants ne le parlent pas à la maison — les écoles jusqu'ici unilingues en sont la preuve palpable. Le refrain si souvent employé par beaucoup de maîtresses, surtout à l'école élémentaire: "On ne peut pas faire grand-chose en français; les élèves et même leurs parents ne le parlent pas à la maison," est simplement un mécanisme d'évasion que l'on emploie pour couvrir son manque d'enthousiasme personnel ou son défaut d'adaptation à la situation actuelle.

Cette adaptation est, je crois, le point névralgique dans l'enseignement du français. Il ne suffit pas de constater le fait que les enfants ne parlent pas français en dehors de la classe, d'en gémir, puis continuer à l'enseigner comme on l'a fait depuis la fondation de l'école.

Cette adaptation suppose que:

1. On réalise de façon pratique que l'enseignement d'une langue se-

conde diffère de l'enseignement de la langue parlée couramment. L'enfant qui vient en classe pour la première fois connaît de 6,000 à 10,000 mots anglais, même davantage, et très probablement pas un seul mot français, ou très peu. Il faut donc que le premier stage dans le développement linguistique de l'enfant se fasse en classe: il faut qu'il acquière au moins un minimum de vocabulaire et de structures françaises avant d'apprendre à lire. Il est aussi nécessaire que le développement de la langue orale se continue pendant toute la scolarité.

2. On change non seulement de matériel, mais aussi de procédés. Il existe aujourd'hui des textes scolaires adaptés aux besoins des élèves. Malheureusement, peu de maîtresses savent s'en servir adéquatement. Ceci n'est pas dû à un manque de bonne volonté, d'aptitude, ou de désir d'apprendre. Même si les manuels sont très détaillés, il faut un entraînement spécial pour savoir en tirer partie effectivement. Il serait à conseiller que chaque maîtresse de français prenne part à une session de méthodologie pour plusieurs jours au moins.

3. Si l'on veut des résultats supérieurs, qu'on choisisse pour chaque école deux excellentes maîtresses, qui connaissent bien la langue et qui sont pleines d'enthousiasme pour l'enseignement du français et aptes à se servir des techniques nouvelles. Deux maîtresses, car ordinairement une maîtresse qui est bonne pour les petits ne sait pas trop comment s'y prendre avec les grands. La spécialisation qui devient la mode même à l'école élémentaire favorise l'effort dans ce sens. La maîtresse spécialiste en français a autant de raison d'être que la spécialiste en mathématiques, en sciences naturelles ou sociales.

4. A défaut de spécialistes qui assurent plus facilement la continuité du programme, qu'on veille au développement progressif du programme de classe en classe. Pour cela, il faut qu'il y ait communication entre les maîtresses de chaque niveau: que chacune sache ce que fait l'autre afin de bien situer le travail de sa classe dans l'ensemble. Rien ne déconcerte les élèves comme les répétitions non nécessaires ou un texte devenu trop difficile parce qu'il n'a pas été suffisamment préparé par la maîtresse qui précède. Plus un programme d'études est nouveau, plus il faut de communication entre les différentes maîtresses.

5. Que les élèves soient repartis selon leur capacité pour les langues, surtout à partir de la cinquième année où les différences dans l'aptitude linguistique deviennent plus saillantes. Les structures de la langue tant orale qu'écrite sont plus complexes; le vocabulaire doit se développer rapidement.

Du point de vue scolaire, il y aurait beaucoup d'autres sujets de discussion possibles. Passons à l'apport que les sociétés franco-américaines peuvent offrir à l'enseignement du français dans les écoles paroissiales.

1. L'aide la plus appréciable serait l'organisation et la subvention de sessions pour la formation des maîtresses. Les sociétés franco-américaines pourraient créer un centre en Nouvelle-Angleterre pour cette formation. Du centre, un professeur de méthodologie pourrait circuler de ville en ville et donner aux maîtresses de la localité et des environs une session de deux ou trois jours et revenir à cette même localité un peu plus tard dans l'année pour une seconde session.

2. Le centre pourrait aussi travailler à la production de programmes télévisés — pas des programmes scolaires, plutôt un moment de récréation propre à intéresser les enfants.

3. Le centre pourrait procurer aux écoles tout ce qui peut faciliter la tâche des maîtresses et favoriser le développement des élèves: aides audiovisuelles tels que films fixes, diapositives, bandes magnétiques, disques; dictionnaires, revues professionnelles pour les maîtresses et petit journal français pour les élèves, voire même une bibliothèque française pour l'école élémentaire, ambulante peut-être (bookmobile).

4. Les sociétés pourraient réunir les enfants qui ont fait un bon travail en français pendant le trimestre pour une journée, un après-midi de détente avec jeux français et petite réfection où ils peuvent avoir tout ce qu'ils demandent en français; pour les plus grands, soirées françaises chez l'un ou l'autre membre d'une société. Cela suppose du dévouement, mais les parents doivent contribuer à l'effort des maîtresses s'ils veulent les résultats qu'ils laissent entendre.

5. On pourrait établir dans les différentes localités un cours du soir pour les parents des élèves. Cela se fait déjà. Qu'une dame n'ayant pas d'enfants remplace une maîtresse dans ses charges supplémentaires, comme surveillance de cours, travail de sacristie, etc., pour libérer celle-ci qui pourra alors guider les parents dans l'acquisition ou le perfectionnement de la langue. Les parents seront plus à même d'encourager leurs enfants et seront beaucoup plus tentés de parler français à la maison, de rester ou de redevenir bilingues.

Nombreuses sont les suggestions qu'on pourrait ajouter à celles-ci. Nos frères unilingues montrent beaucoup d'intérêt et de diligence dans la promotion de l'enseignement du français. Nous avons de grands avantages sur eux. Ne restons pas au stade idées, paroles, passons à l'action.

Exposé présenté par M. l'abbé Joseph Martineau, ptre.

Bien chers confrères,

Importance.

Le directoire des prêtres de 1956 nous dit que:

- 1) les Franco-Américains, dans les 11 diocèses de la Nouvelle-Angleterre possèdent 189 écoles paroissiales élémentaires sans compter les écoles supérieures paroissiales.
- 2) 2,230 religieuses faisant partie de 20 communautés y enseignent: (ces religieuses sont aidées par de nombreuses institutrices laïques).
- 3) 61,242 garçons et filles fréquentent nos écoles; malheureusement des centaines d'autres Franco-Américains vont aux écoles publiques.

Voilà la réalité que nous envisageons.

Puisque nous ne sommes que des instruments de Dieu, le divin Maître s'attend que nous fassions son oeuvre; pour sa gloire (temples, écoles, couvents et presbytères); pour notre bien personnel et ethnique, faire valoir nos talents.

Or, ces talents, c'est à l'école élémentaire que nous les découvrons, que nous commençons à les développer.

Difficultés.

Mais nous rencontrons de nombreuses difficultés:

- 1) du côté du curé: argent pour payer les salaires surtout, ceux des institutrices laïques;
suggestion: établir un comité paroissial de finances qui demanderait à chaque travaillant de contribuer chaque semaine le salaire d'une heure de travail.
- 2) du côté des religieuses: le programme scolaire d'océsain est déjà bien rempli; les volumes dont on se sert ne sont pas toujours à la portée de nos enfants;
suggestion: trouver des livres selon les goûts et la mentalité de nos Franco-américains.

- 3) du côté des enfants: ceux-ci ne semblent pas intéressés à la langue française, parce que les livres ne sont pas à leur portée et ne sont pas intéressants.

N.B. a) différence entre la langue maternelle et la langue seconde;

b) les nationalités sont voulues de Dieu: unité dans diversité, égale beauté;

c) l'enfant a droit d'apprendre sa langue seconde;

d) nous avons l'obligation d'y répondre.

- 4) du côté des parents: ceux-ci, étant les premiers éducateurs de leurs enfants, doivent s'intéresser pratiquement à la langue seconde et ainsi préparer leurs enfants à l'école pour que les religieuses puissent continuer l'oeuvre déjà commencée à la maison.

Solution possible:

- 1) qu'une copie de la conférence du Père Landry soit envoyée à toutes les autorités ecclésiastiques diocésaines, paroissiales et scolaires;
- 2) qu'un groupe de personnes compétentes étudient et trouvent une solution à ces difficultés;
- 3) que dans nos écoles nous formions une bibliothèque de livres français qui intéresseront nos enfants;
- 4) si possible, se servir de la TV.
- 5) que les adultes perfectionnent leur connaissance de la langue française.

Joseph-A. Martineau, ptre.

Voeux et Résolutions du VIIIe Congrès des Franco-Américains, les 15, 16, 17 octobre 1965

I. Voeux et résolutions de portée générale.

En premier lieu, les Franco-Américains ici réunis tiennent à remercier le Comité de Vie Franco-américaine et la Fédération Franco-américaine du New Hampshire, d'avoir vu à l'organisation et à la réalisation de ce VIIIe Congrès des Franco-américains de la Nouvelle-Angleterre. Ils s'empressent également d'exprimer leur vive reconnaissance à l'Association Canado-Américaine dont les nombreux et précieux services ont tellement aidé à la réussite de ce congrès.

Les Franco-américains, réunis en congrès pour la huitième fois sous l'égide du Comité de Vie Franco-américaine, tiennent, en ce 16 octobre 1965, à renouveler l'expression de leur attachement indéfectible à la Sainte Eglise Catholique Romaine de l'époque du Concile oecuménique Vatican II.

Avec une fierté profonde, les mêmes tiennent à se proclamer citoyens américains de première classe et s'engagent, avec une lucidité accrue, non seulement à profiter de tous les avantages que leur citoyenneté américaine peut conférer, mais également à assumer toutes les responsabilités et tous les devoirs que cette même citoyenneté peut impliquer dans le monde d'aujourd'hui.

Plus que jamais, ils désirent être un actif, non un passif, pour leur bien-aimée patrie, et contribuer, pour leur part, à y instaurer un régime d'ordre et de paix, appuyé sur une pratique intensive de la justice et de la charité chrétiennes.

Plus que jamais il leur semble important d'assurer une éducation adéquate à leurs enfants, pour le bien de ceux-ci d'abord, mais aussi pour le bien de la nation, du monde, de l'Eglise de Jésus-Christ et pour la plus grande gloire du vrai Dieu.

A leurs yeux, cette éducation adéquate doit être, à l'heure présente, chrétienne et catholique, mais d'un catholicisme ouvert et accueillant; américaine, mais d'un américanisme renouvelé qui soit respectueux des droits de tous les autres citoyens de ce pays et des citoyens de toutes les autres communautés politiques du monde.

Dans le contexte actuel de l'évolution du monde, des Etats-Unis et de leur groupe ethnique, les Franco-Américains acceptent d'emblée que la langue première de leurs enfants soit la langue anglaise, la langue universelle du pays. Mais du même coup et avec la même vigueur, ils demandent à tous leurs congénères, à tous leurs concitoyens, à tous leurs coreligionnaires que soit reconnu et admis comme imprescriptible le droit qu'ont ces mêmes enfants franco-américains à la maîtrise et à la possession de la langue française comme langue seconde, et, pour eux, comme langue seconde distinctive.

Les Franco-américains se réjouissent de l'effort marqué qui se fait un peu partout en Nouvelle-Angleterre dans les écoles publiques, aux niveaux élémentaire et secondaire, afin d'assurer, à l'heure actuelle, l'enseignement du français comme langue seconde aux jeunes américains qui y sont enrôlés. Ils souhaitent ardemment que les jeunes Franco-américains qui fréquentent ces institutions soient parmi les premiers à bénéficier de ces heureuses initiatives et tiennent à féliciter chaleureusement les professeurs franco-américains qui y consacrent le meilleur de leurs talents et de leurs énergies.

Les Franco-américains réunis en ce huitième congrès tiennent à réaffirmer leur confiance totale dans leurs écoles paroissiales franco-américaines. Ils sont convaincus qu'en 1965, ces écoles, plus que jamais, peuvent et doivent assurer une formation intégrale à leurs enfants, formation chrétienne, formation américaine, formation française. Par ailleurs, ces écoles, comme toutes les institutions de ce monde, doivent s'efforcer continuellement de s'améliorer, de se mettre à jour, de se mettre à point, dans l'espoir d'accomplir toujours mieux la mission éducatrice qu'elles sont appelées à remplir.

Que ces écoles paroissiales franco-américaines cherchent donc à renouveler la formation et l'instruction religieuses qu'elles dispensent selon les données les plus sûres et les plus actuelles de la catéchèse chrétienne et catholique; qu'elles visent aussi à renouveler la formation américaine qu'elles assurent d'après les exigences les plus sûres de l'américanisme contemporain et les directives qui leur viendront, sous ce rapport, des autorités diocésaines; enfin, que loin d'abandonner l'enseignement du français, ces mêmes écoles maintiennent, le revalorisent en utilisant à fond, pour y parvenir, les méthodes et les outillages reconnus aujourd'hui comme les meilleurs pour l'apprentissage des langues vivantes, et du français en particulier.

Qu'il soit entendu que, pour tout le groupe franco-américain, parents, éducateurs, clergé, pour tous sans exception, le jeune franco-américain est un candidat privilégié à la maîtrise du français comme langue seconde; l'école paroissiale franco-américaine, une école américaine privilégiée pour l'enseignement du français comme langue seconde; la langue française, enfin, la langue seconde privilégiée que nos écoles paroissiales franco-ame-

ricaines doivent enseigner et enseigner de mieux en mieux aux élèves qui les fréquentent.

Que dans toutes nos écoles paroissiales franco-américaines, le français actuel soit matière d'enseignement obligatoire à titre de langue seconde, dans toutes les classes des cours élémentaire et supérieur à raison d'une période d'au moins 45 pleines minutes d'enseignement par journée complète d'enseignement au calendrier scolaire officiel.

En conséquence, vu la crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales, vu l'urgence qu'il y a de renouveler cet enseignement selon la teneur du vœu précédent, le congrès prie le Comité de Vie Franco-américaine, de mettre sur pied, dans le plus bref délai possible, des comités diocésains permanents chargés de voir à l'instauration de ce nouveau régime dans l'enseignement du français dans toutes nos écoles paroissiales, les dits comités devant travailler en étroite collaboration les uns avec les autres, avec nos sociétés fraternelles et d'abord avec le Comité de Vie Franco-américaine; de se réunir d'urgence d'ici le 8 novembre prochain afin de jeter les bases de ces comités diocésains; enfin, de voir à l'organisation en octobre 1966 à Woonsocket, si possible, d'un nouveau congrès franco-américain, portant sur le même thème d'étude que celui-ci, afin de permettre aux Franco-américains de se rendre compte du travail accompli dans ce domaine au cours de l'année et de voir à le pousser davantage, si nécessaire, afin d'arriver au plus tôt, dans la conjoncture catholique et américaine actuelle, à cet enseignement renouvelé du français dans nos écoles paroissiales franco-américaines, qui fait l'objet de nos espoirs les plus chers et de nos vœux les plus ardents.

II. Vœux et résolutions des diverses commissions.

1. Commission des parents:

Que les parents eux-mêmes s'efforcent de contribuer à l'établissement d'un climat favorable à l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales en inculquant à leurs enfants une fierté renouvelée d'être franco-américains et en leur faisant comprendre la nécessité d'une langue seconde; fierté accrue parce que fondée sur la possibilité de contribuer de façon unique à l'enrichissement du patrimoine américain grâce à la possession et à l'utilisation du français comme langue seconde, de cette langue française qui demeure l'une des langues vivantes les plus influentes et les plus prestigieuses dans le monde d'aujourd'hui.

Dans cet effort de renouvellement que les écoles paroissiales doivent faire pour revaloriser l'enseignement du français qu'elles dispensent, que les parents sollicitent, voire même exigent, l'intérêt et l'appui complets de tous ceux que cet enseignement concerne: les éducateurs franco-américains eux-mêmes, le clergé paroissial et les autorités scolaires diocésaines.

Afin de mener à bonne fin cette rénovation de l'enseignement du français qui nous occupe présentement, les parents demandent que l'on se mette à la poursuite de toutes les ressources financières nécessaires à la réussite d'une telle entreprise. Que l'on réclame auprès du gouvernement américain en premier lieu tout ce que celui-ci pourrait fournir, aux différents paliers du fédéral, de l'état, du municipal, selon les lois actuellement en vigueur, pour l'enseignement d'une langue seconde dans nos écoles paroissiales; qu'on ne néglige point non plus de solliciter l'aide du gouvernement du Canada et des sociétés canadiennes de la Couronne, tels Radio Canada, et l'Office National du Film, de même que l'aide spéciale de la Province de Québec par l'entremise du service du Canada-français d'outre-frontière de son ministère des Affaires Culturelles. La France elle-même, enfin, se montrerait sûrement sympathique à notre effort et serait peut-être en mesure de nous accorder un appui singulièrement puissant.

Que les professeurs de français dans nos écoles paroissiales adoptent des textes modernes, à la page, et autant que possible, des textes équivalents d'une école à l'autre à travers toute la Nouvelle-Angleterre; à tout le moins des textes qui se suivent et se complètent d'une classe à l'autre dans la même école; que ces mêmes professeurs se familiarisent le plus tôt possible avec les nouvelles méthodes et techniques utilisées dans l'enseignement de langues modernes, surtout de la langue française, et qu'ils s'en servent dans le plus bref délai possible dans nos écoles paroissiales.

Que les écoles paroissiales reçoivent, à l'usage des élèves, un certain nombre de journaux de langue française et que nos sociétés fraternelles soient invitées à défrayer le coût de ce service.

Que toutes les écoles relevant de l'autorité diocésaine où il y a un nombre remarquable de franco-américains inscrivent au curriculum des études l'enseignement du français comme langue seconde, à faire dispenser par des professeurs qualifiés, suivant un programme valable, de manière à exploiter pour le bien du pays et pour celui de l'Eglise, l'héritage français que ces jeunes Franco-américains possèdent encore.

Enfin, nos remerciements les plus chaleureux au Père Landry et au Dr Beaudoin de leur exposé respectif.

2. Commission des professeurs:

Que la section pédagogique de nos collèges franco-américains encourage chez les étudiants de notre élément la carrière de professeur de français.

Que soit tenu, dès que ce sera possible, un congrès spécial des étudiants franco-américains du secteur secondaire, portant sur l'enseignement et l'apprentissage du français moderne comme langue seconde pour le jeune citoyen franco-américain de demain.

Qu'on exploite au maximum l'aide du gouvernement fédéral en vue de l'aggiornamento du matériel scolaire et du personnel enseignant pour l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales.

Que les professeurs de français se donnent pour tâche privilégiée de faire AIMER le français à tous les niveaux de leur enseignement.

3. Commission du clergé:

Que le rapport du Père Landry soit envoyé à tous les prêtres de la Nouvelle-Angleterre, aux directrices de nos écoles, aux mères provinciales, aux évêques et autorités scolaires diocésaines.

Que soient formés des comités de dialogue ou de contact entre la famille, la paroisse et l'école franco-américaines d'une part, et le surintendant diocésain des écoles catholiques de l'autre, afin de mener à bon terme la rénovation de l'enseignement du français que nous projetons.

Que soit étudiée la possibilité de recourir à la télévision pour aider à l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales.

Que les bibliothèques de nos écoles paroissiales soient munies de livres français.

Que l'on étudie enfin la possibilité de mettre sur pied, au moins dans nos principaux centres franco-américains, des Instituts français où nos adultes, désireux de le faire, pourraient perfectionner leur connaissance de la langue française.

4. Commission des techniciens modernes de l'enseignement du français actuel:

Notre commission accepte à l'unanimité, in extenso, la doctrine ou la philosophie exposée par le Père Landry, dans sa conférence d'ouverture, sur l'enseignement du français actuel comme langue seconde dans nos écoles paroissiales franco-américaines. Il en va de même pour l'exposé présenté par Soeur Raymond-de-Jésus, f.s.e., au cours de notre séance d'étude. En conséquence, notre commission fait sienne les recommandations de sr. Raymond-de-Jésus, et propose, à son tour:

que l'on crée une nouvelle mentalité chez les maîtres, les maîtresses, les enfants et les parents, en ce qui regarde l'enseignement du français;

que l'on accepte les procédés et les techniques favorables à cet enseignement;

que l'on favorise l'entraînement spécial à ces nouvelles techniques chez tous les professeurs de français dans nos écoles paroissiales;

qu'on développe plus de communication entre les maîtres et les parents, c'est-à-dire, qu'on élabore une politique du dialogue entre tous ceux qui doivent s'intéresser à l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales;

que nos sociétés établissent ou augmentent leur aide aux maîtres et aux maîtresses pour que ceux-ci puissent se perfectionner dans l'usage de ces nouvelles méthodes de l'enseignement du français;

que l'on crée un centre, nous dirions même des centres de méthodologie française, des cliniques régionales pour l'enseignement du français avec deux ou trois sessions par année de deux ou trois jours chacune, dans toute la Nouvelle-Angleterre;

que l'on encourage l'utilisation des textes nouveaux, par exemple, ceux de Sr. Raymond-de-Jésus et du Dr Gérard Brault, spécialement rédigés pour les Franco-américains, ainsi que des textes américains de préférence aux textes français et canadiens-français.

Le Comité des Résolutions:

Thomas-M. Landry, o.p., président

François-J. Martineau, Ph.D., secrétaire

Robert-A. Beaudoin, M.D.

Sermon de Monseigneur Paul-Emile Gosselin, P.D.

**(Donné le 17 octobre 1965 en l'église Saint-Antoine de
Manchester pour le huitième congrès des Franco-Américains)**

Mes frères,

Le congrès qui nous réunit a pour thème: "La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales". Les commissions d'étude de ces assises se divisent comme suit: commission des parents, commission des professeurs, commission du clergé, commission des techniques. Les participants à ces réunions d'étude sont des catholiques et des franco-américains. Les écoles sur lesquelles ils concentrent en ce moment leurs réflexions ont été érigées pour que les enfants qui les fréquentent demeurent ce que le foyer les a faits: des catholiques et des franco-américains.

Dans cette optique, vous ne vous étonnerez pas que j'aborde à mon tour, dans la chaire de vérité, le sujet sur lequel vous méditez et que j'en fasse le thème de mon allocution. Ainsi que le rappelait S.S. Pie XII, le sept avril 1947, dans un discours à un groupe d'étudiants français: "L'Eglise, tout au long de son histoire, s'est toujours montrée attentive à la vie intellectuelle de la jeunesse; et non pas seulement pour en sauvegarder l'orthodoxie, mais pour la promouvoir dans tout le domaine de la science aussi bien profane que sacré". Par ailleurs cette même Eglise du Christ, toute tendue vers des aspirations surnaturelles, a toujours respecté ce qui fait la dignité de l'homme dans l'ordre naturel: la liberté dans l'orientation de sa vie, la culture qui est l'achèvement de son être dans la cité terrestre, la langue, expression et gardienne de cette culture.

Je vous rappellerai brièvement les droits et, par voie de conséquence les devoirs, de cette trinité d'éducateurs que constituent l'Eglise, la famille et l'Etat. Nous verrons ensuite comment la doctrine traditionnelle et toujours valable doit se concrétiser en fonction des réalités contemporaines. Enfin nous aborderons le devoir de conservation et de transmission d'une culture qui nous est chère à tous, devoir sur lequel vous venez d'échanger de sérieuses et, je l'espère, fécondes réflexions.

— I —

Les responsables de l'éducation

Dans son encyclique sur l'Education chrétienne de la jeunesse en date du 31 décembre 1929, encyclique reprise et commentée maintes fois par

ses successeurs, Sa Sainteté le pape Pie XI rappelle cette vérité de sens commun que l'éducation est oeuvre de l'homme en société, et cet autre principe que l'éducation est l'achèvement de la génération. Partant de ces deux idées, il déclare qu'il existe "trois sociétés nécessaires, établies par Dieu, à la fois distinctes et harmonieusement unies entre elles, au sein desquelles l'homme vient au monde. Deux sont d'ordre naturel: la famille et la société civile. La troisième, l'Eglise, est d'ordre surnaturel".

La première de ces sociétés, chronologiquement et je dirais même ontologiquement, c'est la famille. C'est le foyer qui donne la vie à l'enfant, qui oriente les premiers développements de sa vie sensitive et intellectuelle, qui le guide dans l'apprentissage de ses facultés de connaissance et d'appétit. Elle a donc une priorité de nature dans cette oeuvre primordiale de l'éducation. Ajoutons en passant, et ditte à y revenir, que la famille, ce sont les parents, mais aussi les enfants et que la société proprement matrimoniale ne devient société familiale que lorsque les parents se complètent et se continuent dans des êtres issus de leur chair et de leur affection. La famille apporte à l'oeuvre de l'éducation ses sujets, les enfants, et ses premiers artisans, les parents.

Quels que soient ses titres, la famille constitue une société imparfaite. Elle ne peut, à elle seule, assurer à ses membres un bonheur complet. Elle poursuit des fins limitées, elle procure des biens qui demeurent particuliers, si éminents soient-ils. La société qui recherche et procure le bien commun temporel, c'est la société civile. A ce point de vue, la fin qu'elle poursuit a raison de fin ultime pour l'homme, dans l'ordre naturel toujours. Pour cette raison, elle finalise en quelque sorte les activités des individus et des familles.

Dans son encyclique, plus précisément dans la phrase que je viens de vous citer, le Pape nous dit que l'homme vient au monde au sein des trois sociétés qu'il énumère. Evidemment la société civile n'engendre pas les enfants comme le font les parents dans l'ordre naturel et l'Eglise dans l'ordre surnaturel. Mais elle concourt à cette double génération en lui assurant les conditions requises à sa réalisation, notamment la sécurité, la paix et un certain bien-être matériel. Bien plus, elle constitue un cadre d'existence dans lequel l'enfant va s'insérer très tôt et qui va le marquer lui aussi. Comme le fait observer Pie XI, l'enfant naît au sein de telle ou telle société civile nettement caractérisée. Il en portera l'empreinte, il en subira l'influence, bonne ou mauvaise, et il devra tenir compte, plus tard, de ses exigences légitimes. Mais c'est surtout à titre de responsables du bien commun que l'Etat doit collaborer à l'éducation de ses sujets. Pour être réalisé, ce bien commun exige de nos jours chez les citoyens une éducation et une instruction de plus en plus poussées.

La maternité de l'Eglise est spirituelle, surnaturelle, mais non moins réelle que celle des parents. C'est une participation à la vie, à la vie même de Dieu que le baptême confère à l'enfant. Désormais il ne vivra plus seule-

ment selon la nature mais aussi selon la grâce et l'Eglise, comme une mère, et plus longuement que les mères de la terre, se penchera toujours sur lui dans son adolescence, dans sa maturité, dans sa vieillesse et jusqu'au seuil de la mort temporelle pour entretenir, développer en lui cette vie et la mener à son achèvement au moment où prend fin sur terre la vie proprement naturelle.

Les parents sont les collaborateurs immédiats de Dieu dans ce parachèvement de la création de l'univers qu'est l'apparition d'un être humain ici-bas. L'Eglise lui est associée plus intimement encore par le Christ, Dieu et Homme à la fois, dans l'épanouissement de cet univers de la surnature qu'est la société des baptisés. L'oeuvre génératrice commencée humblement sur notre terre dans le mystère infime d'une plante microscopique s'achève en efflorescence divine dans une âme humaine sous le soleil de la Charité.

C'est cette maternité divine, la plus sublime de toutes, qui confère à l'Eglise des droits directs, premiers mais non exclusifs, lorsqu'il s'agit d'éduquer et d'orienter les hommes en vue de leur salut éternel. Sa Sainteté le pape Jean XXIII, de regrettée mémoire, a synthétisé cet enseignement dans le titre même de sa première encyclique: *Mater et Magistra*. L'Eglise est Mère au sens plénier du mot et parce qu'elle est mère, elle est aussi éducatrice. Le devoir de maternité qu'elle assume au baptême lui confère le droit d'enseigner auprès des enfants qu'elle a engendrés à la vie divine.

Il résulte de ces rapides considérations que la famille, l'Eglise et l'Etat ont des droits et des devoirs dans le domaine de l'éducation, les deux premières au titre de maternité, le dernier en tant principalement que gardien du bien commun temporel. Reposant sur des fondements différents, ces droits et ces devoirs n'ont ni la même importance ni la même extension.

Ils appartiennent à l'Eglise de manière suréminente en raison de la mission d'enseigner qui lui a été confiée par Dieu lui-même et de sa maternité surnaturelle, aussi du fait qu'elle est une société parfaite dans son ordre. Elle réunit en elle ce que nous rencontrons séparément dans la famille et dans la société civile: le pouvoir d'engendrer pour la première, la plénitude des fins et des moyens pour la seconde.

Dans l'ordre naturel, l'éducation revient premièrement et directement à la famille. Saint Thomas d'Aquin nous indique le fondement de ce droit très spécial dans sa *Somme théologique*: "Le père selon la chair participe d'une manière particulière à la notion de principe qui, dans son universalité, se trouve en Dieu . . . Le père est principe de la génération, de l'éducation et de la discipline, et de tout ce qui se rapporte au perfectionnement de la vie humaine". Ce droit des parents est à la fois premier, inaliénable et inviolable. Parce qu'il est inaliénable, les parents ne peu-

vent le transférer de soi à d'autres. En tant qu'inviolable, personne d'autre, pas même l'Etat, ne peut le leur enlever.

C'est au titre de promoteur et de gardien du bien commun que l'Etat participe à l'éducation. "Le bien commun d'ordre temporel consiste, nous dit Pie XI toujours, dans la paix et la sécurité dont les familles et les citoyens jouissent dans l'exercice de leurs droits et en même temps dans le plus grand bien-être spirituel et matériel possible en cette vie, grâce à l'union et à la coordination des efforts de tous". Il ressort de ce qui précède que les droits de l'Etat portent directement sur le bien commun, qui est sa fin propre, comme la génération et l'éducation constituent la fin propre de la société familiale, et qu'ils atteignent indirectement l'éducation dans la mesure où celle-ci est nécessaire à l'obtention du bien commun. L'Etat doit aider les individus et les familles à s'orienter vers le bien commun. Il doit suppléer la famille si celle-ci manque à ses obligations propres. C'est ce qu'on appelle un droit subsidiaire et supplétif, le premier devoir de l'Etat en cette manière étant de protéger les droits antérieurs de l'Eglise et des parents et de favoriser l'accomplissement de leur mission propre.

— II —

Concrétisation des principes

Comment ces principes peuvent-ils se concrétiser à l'époque et dans les milieux où nous vivons? Il y aurait beaucoup à dire si nous voulions entrer dans le détail des problèmes. Je me bornerai à certaines considérations de portée générale. Il vous sera loisible d'en faire l'application que vous jugerez opportune, compte tenu des exigences singulières de vos vies individuelles et familiales.

Tout d'abord la famille. Elle est au principe de l'éducation. Mais la famille, nous l'avons vu brièvement au début, ce n'est pas seulement le père et la mère, c'est aussi les enfants. Oeuvre d'autorité au moment de l'éveil des sens et de la raison, de l'orientation initiale de la volonté et des appétits en général, l'éducation doit devenir le plus tôt et le plus loyalement possible oeuvre de collaboration. En d'autres termes, l'autorité du père et de la mère, de physique qu'elle était au début, doit se faire de plus en plus intellectuelle et morale. Une acceptation raisonnée doit succéder à une obéissance d'abord aveugle chez l'enfant.

C'est que l'éducation est un art et un art qu'on appelle en philosophie, coopérateur, non dominateur de la nature. Le sujet sur lequel s'exerce cet art n'est pas une chose inerte. Il est au contraire un être vivant, doué d'activité, d'intelligence, de personnalité, susceptible de raisonner et de vouloir. L'art de l'éducation doit tendre précisément à le rendre capable,

et le plus rapidement possible, de se gouverner lui-même et s'orienter dans la vie.

Même si leur tâche en devient plus complexe et plus délicate, les parents doivent, le plus tôt possible, substituer à une autorité despotique au sens philosophique du mot, faite de commandements et de sanctions, une autorité proprement politique, à base de raisonnement, s'exprimant par le conseil, la suggestion, le rappel de l'expérience, enfin et surtout l'exemple. Il ne s'agit pas pour eux d'abdiquer leur place au foyer. Ils doivent se mettre non pas au rang mais à la portée de leurs enfants. Cela fait toute la différence qui peut exister entre l'ordre et l'anarchie.

Il y a deux raisons pour que ce progrès en éducation — car c'en est un — s'effectue le plus tôt possible. La première, c'est que des influences bonnes et mauvaises vont s'exercer sur l'enfant dès qu'il s'éloignera de la maison paternelle. Elles se font sentir même au foyer par la radio et la télévision. Les parents ne peuvent espérer suivre partout dans la vie leurs enfants, les prémunir des dangers qui les menacent, les en protéger constamment. Ils doivent faire en sorte que l'enfant se protège lui-même en l'habituant à agir et à réagir en pleine clarté et en pleine spontanéité. Mais l'enfant ne se gouvernera ainsi lui-même que si on lui en fournit les motifs, que si on lui explique et on lui propose un idéal de vie au lieu de le lui imposer.

L'autre raison est comme une conséquence de la première. Nous la trouvons dans l'adolescent lui-même. A cause de ces influences qui s'exercent sur lui dès l'éveil de ses facultés, sa vie de sensation et d'intellection se développe beaucoup plus rapidement qu'autrefois et l'existence trépidante que nous menons n'est pas de nature à lui en assurer la maîtrise. Il ne sait peut-être pas mieux, mais il est informé plus tôt et de beaucoup plus de choses, en particulier de choses qui touchent de très près à sa personne faite de corps et d'âme. Cette information native, parfois prématurée, développe chez lui le sens de l'individualité et le désir de l'émancipation.

L'autorité civile et l'autorité religieuse constatent ce développement rapide de l'adolescent chez l'enfant et de l'homme fait au sein de l'adolescence. La première le traite très tôt en citoyen et lui confère à un âge de plus en plus jeune les droits qui sont l'apanage des hommes libres dans une démocratie. L'Eglise dialogue de plus en plus avec la jeunesse. Elle se penche sur les problèmes de chacun au lieu d'indiquer globalement et par voie d'autorité le chemin du salut.

Il doit en être de même et d'abord au foyer. Il faut que les parents associent le plus tôt possible l'enfant à l'oeuvre de l'éducation, l'associent d'abord comme un sujet, mais de plus en plus comme un agent responsable pour devenir eux-mêmes, à la fin, de compréhensifs, de patients et de lumineux collaborateurs d'une entreprise qui est maintenant la responsa-

bilité première du jeune homme ou de la jeune fille: celle de sa préparation à la vie. S'ils agissent ainsi, l'adolescent recherchera son autonomie, non contre ses parents, mais avec eux contre les dangers qui menacent sa vigueur intellectuelle et morale, en vue de son épanouissement d'abord dans un foyer où il se sentira toujours chez lui, plus tard dans le foyer qu'il édifiera à son tour et dans l'ensemble de la communauté humaine.

Les titres de l'Etat à l'éducation n'ont pas changé de nature mais son rôle dans ce domaine comme en bien d'autres s'élargit sans cesse. Il y a à cet accroissement d'influence deux raisons. La première est cette collaboration de plus en plus grande et de plus en plus directe de l'Etat au bien des individus et des groupements. Jadis, dans des sociétés mieux hiérarchisées, moins émiettées que nos modernes démocraties, alors que les exigences de la vie étaient moins nombreuses et moins complexes, l'Etat jouait un rôle qui était principalement un rôle de protection et d'ordre. Il abandonnait beaucoup de choses à l'initiative des individus et des associations.

Aujourd'hui le citoyen devient de plus en plus seul, isolé au sein du groupement humain, en face de l'Etat. Par ailleurs les progrès matériels lui rendent difficile l'acquisition par ses seuls moyens du nécessaire et de l'agréable. L'Etat intervient de plus en plus dans sa vie personnelle par les services publics de toutes espèces et contrôle sans cesse plus étroitement la vie économique des individus comme celle de la nation. A sa mission première de gardien du bien commun, il ajoute constamment des fonctions de dispensateur et même de créateur de ce bien commun. L'Etat devient ainsi omniprésent aux citoyens.

On comprend dès lors qu'impliqué dans l'éducation, à ce titre précisément de responsable du bien commun, l'Etat y joue un rôle de plus en plus grand quand ce ne serait que pour préparer le citoyen à une collaboration sans cesse grandissante avec lui. Cette collaboration d'ailleurs dépasse les limites de la participation des individus et des groupements inférieurs au bien commun. Elle atteint à la responsabilité de ce même bien commun par le jeu des institutions démocratiques, par le moyen de la presse, de la radio et de la télévision. Le citoyen n'est plus seulement un gouverné. Il devient un gouvernant. Il doit assumer directement ce formidable fardeau de penser de plus en plus fréquemment en fonction de la Cité.

Mais l'éducation politique n'est pas la seule à se compliquer. C'est tout l'ensemble des sciences qui se développe et les techniques elles-mêmes de l'enseignement deviennent de plus en plus perfectionnées et partant dispendieuses. Il résulte que l'appui financier de l'Etat à l'instruction cesse d'être accessoire, devient primordial, qu'à ce rôle d'aide économique se superpose une autre fonction: celle d'ordonner l'enseignement en fonction des progrès de la science et aussi des besoins de la nation. L'initiative privée devient parfois impuissante. L'Etat exerce ainsi un contrôle grandissant sur l'école depuis le primaire jusqu'à l'universitaire.

Ce contrôle grandissant ne va pas sans danger pour les libertés proprement académiques. Il serait vain de s'y opposer. Il faut plutôt l'endiguer, le contenir dans ses limites légitimes, de façon à ce qu'il respecte les droits premiers des parents et la liberté de l'enfant. Une double action s'impose selon les circonstances: maintien des institutions privées afin d'assurer une possibilité de choix, présence à l'intérieur des institutions publiques.

Vous tenez à vos écoles paroissiales et vous avez cent fois raison. Leur maintien vous impose des sacrifices considérables. Le prix de la liberté est toujours élevé, que ce soit contre des périls extérieurs et vous en savez quelque chose, ou à l'intérieur de votre pays, de vos institutions, de vos foyers. L'enjeu dépassera toujours les déboursés que vous serez appelés à consentir: il s'agit de l'avenir éternel de vos enfants et aussi d'une formation intellectuelle qui respecte leurs caractéristiques franco-américaines.

Vous devez aussi agir sur les institutions publiques d'enseignement et sur ces institutions privées ou semi-publiques que sont les grandes écoles et les universités. Leur orientation vous intéresse comme citoyens et peut vous intéresser comme parents chrétiens. Cette orientation exerce une influence sur la vie présente d'une nation et surtout elle prépare son avenir. Vous vous êtes engagés dans la vie publique par les votes que vous devez donner, par les avis que vous êtes appelés à émettre. Plusieurs d'entre vous participent activement à l'administration publique. C'est votre devoir de veiller à ce que les institutions publiques, en particulier les institutions d'enseignement, s'inspirent de principes sains dans le service de la nation, se montrent respectueuses des droits de la société religieuse et de la société familiale.

Politique de vigilance, politique de fidélité aux principes, politique aussi d'adaptation aux circonstances. Nous ignorons ce que l'avenir nous réserve dans le domaine de l'éducation. Au cours de sa longue histoire, l'humanité a connu bien des formes d'éducation à commencer par l'éducation proprement familiale, le précepteur accomplissant sa mission au sein même du foyer, sous les regards des parents. Ce fut ensuite l'éducation privée hors du foyer, éducation individuelle d'abord puis collective, dans des institutions monastiques puis dans des écoles laïques. Nous en sommes à l'école publique contrôlée immédiatement par les parents avec l'appui financier de l'Etat, à l'école publique contrôlée partiellement ou totalement par l'Etat dans certains pays. Il se pourrait que la télévision éducative ne soit en outre une conception pédagogique. Nous devons nous ajuster à l'évolution sans rien sacrifier de l'essentiel.

plus grande qu'on ne le pense communément — Mgr de Laval et d'autres prêtres furent un temps sous la direction d'un mystique laïque — mais cette action n'a pas toujours été reconnue officiellement, organisée, hiérarchisée, promue au rang d'institution comme elle l'est en ce moment. Cette réforme a commencé spontanément et de façon très partielle d'ailleurs avec les mouvements d'action catholique. Sous l'inspiration du présent concile, elle est en train de devenir le lot de tous les catholiques et d'influencer radicalement le comportement des pasteurs d'âmes.

De plus en plus, pasteurs et fidèles sont appelés à penser en commun, à assumer en commun des responsabilités, à travailler en commun dans la vigne du Seigneur. Cette communauté de direction et d'exécution doit se réaliser particulièrement dans le domaine vital de la formation de la jeunesse. Il ne faut pas qu'il y ait les parents d'abord, ensuite les prêtres et les professeurs, mais que tous simultanément s'y emploient au foyer, à l'église, à l'école. L'école en particulier n'est pas seulement la suppléante des parents ou leur prolongement. Elle doit être leur responsabilité; responsabilité financière, vous la savez hélas, mais aussi responsabilité intellectuelle et morale. Une collaboration étroite doit s'établir entre le clergé, les parents, les enfants, les enseignants.

— III —

La culture française

Et j'en viens au dernier point de ces considérations: le maintien de votre culture française. J'en parlerai brièvement puisque ce sujet a été largement débattu. Au départ, je reprends la parole de S.S. Pie XI: l'enfant naît au sein de trois sociétés: la famille, l'Eglise et l'Etat. Lorsque nous parlons de l'Etat, nous songeons souvent uniquement à l'organisation politique qui est impliquée dans le terme et nous envisageons les gens alors comme des citoyens tous semblables et tous égaux devant la loi. Mais l'Etat, de plus en plus, est formé non seulement d'individus, mais de groupes raciaux, linguistiques, culturels. Il doit tendre à une nécessaire et donc louable unité en tant qu'Etat mais il ne lui est pas loisible d'y tendre de n'importe quelle façon, par exemple en étouffant des particularités légitimes, voire enrichissantes pour la nation.

Il doit être votre conviction en ce qui concerne vos enfants et votre culture française. Vous n'avez à vous inquiéter ni de la persécution d'un tel ou tel groupe ni de la suppression d'un tel ou tel élément de la culture française. Vous n'avez à vous inquiéter que de la culture française elle-même, de sa vitalité, de sa richesse, de sa beauté, de sa grandeur. Vous n'avez à vous inquiéter que de la culture française elle-même, de sa vitalité, de sa richesse, de sa beauté, de sa grandeur.